

RENCONTRE GOUVERNEMENT-WALIS

M. Djerad appelle au dialogue avec les citoyens avant d'imposer toute idée dans la résolution des questions

P. 24

ARMÉE-RETRAITÉS

Rencontre cette semaine entre le MDN et les représentants des retraités de l'ANP

P. 24

DÉVELOPPEMENT DES ZONES D'OMBRE

Proposition d'une stratégie nationale intégrée et d'un Fonds spécial

Les participants à la rencontre Gouvernement-Walis ont proposé, jeudi après-midi, la création d'un Fonds spécial pour le développement des zones d'ombre et la délégation des directeurs exécutifs de wilayas pour la concrétisation des projets en cas de blocage des Assemblées communales élues.

Les recommandations lues lors de la séance de clôture, en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad et de membres du Gouvernement, ont porté sur "l'impérative actualisation et mise à jour de la cartographie des zones d'ombre, la détermination des projets urgents ainsi que leur adaptation à la spécificité de chaque région. Il a été question en outre de la création d'un mécanisme placé sous l'autorité du wali pour le suivi de la mise en œuvre de ces projets et la mise en place d'une stratégie de développement de ces régions dans le cadre de la stratégie nationale de tous les secteurs".

P.p 3-24

DKnews



RÉHABILITATION DU RÔLE DES ZAOUIAS

"Le rayonnement culturel des zaouïas au cœur du programme présidentiel" (conseiller)

P. 4

FORMATION PROFESSIONNELLE

La réouverture des établissements privés se fera au même titre que les établissements publics

P. 4

BILAN DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

**760.739
morts dans
le monde**

P. 11

SANTÉ

SOINS DES CHEVEUX

Comment préserver le blanc de vos cheveux

P.p 12-13

FOOTBALL

RETOUR DES ACTIVITÉS FOOTBALLISTIQUES

La préparation au menu d'une réunion FIFA - CAF en présence de Zetchi (FAF)

P. 21



BANDE DESSINÉE

Des bédéistes algériens au salon virtuel en Tunisie

P. 16

ANP - SORTIE DE PROMOTIONS
Cinq (05) promotions à l'école supérieure de l'administration militaire (ESAM) d'Oran

P. 24

SÉISME À MILA

Le numéro vert "1100" au service des sinistrés



Les autorités de la wilaya de Mila viennent de mettre un numéro vert "1100" à l'écoute des préoccupations des citoyens sinistrés par les deux secousses telluriques de vendredi passé dans la commune de Hamala, ont indiqué jeudi, les services de la wilaya.

La mise en service de ce numéro rentre dans le cadre des mesures d'urgence de prise en charge des préoccupations des sinistrés par les deux secousses, selon le communiqué de ces services.

Ce numéro reçoit 24 sur 24 les appels et préoccupations des citoyens qui "sont directement portés à la cellule de crise pour être traités", a précisé le communiqué.

Plus de 3.100 constructions ont été inspectées à travers les zones sinistrées des suites des deux secousses telluriques ayant frappé vendredi passé la wilaya de Mila, avait indiqué mercredi, le secrétaire général du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed El Habib Zahana.

"Les résultats des inspections et des expertises permettront une fois terminées aux autorités locales de passer à la phase d'indemnisation des sinistrés et de l'octroi des aides en fonction du degré des dégâts", a vaillamment souligné le même responsable.

FORÊTS - INCENDIES

Médéa : arrestation d'un berger à l'origine de l'incendie de Haouch-Messaoudi



Une personne soupçonnée d'être à l'origine de l'incendie qui avait ravagé le 9 août courant plusieurs hectares de couvert végétal à Haouch-Messaoudi, dans la commune d'El-Hamdania au nord de Médéa, a été arrêtée et auditionnée, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué du groupement de la gendarmerie nationale de Médéa.

Il s'agit, selon le même communiqué, d'un jeune berger, originaire de la région, arrêté, à l'issue d'une enquête déclenchée par les éléments de la gendarmerie d'El-Hamdania, sur demande du procureur de la République près le tribunal de Médéa, après l'incendie qui a provoqué la destruction de pas moins de 71 hectares de couvert végétal.

Lors de son audition, le suspect a reconnu avoir mis délibérément le feu à la forêt, expliquant qu'il avait agité de la sorte pour débroussailler une petite parcelle qu'il entendait utiliser, plus tard, à des fins personnelles, révèle le communiqué de la gendarmerie nationale.

Toujours selon la même source, trois affaires similaires ont été traitées, depuis le début du mois, par la gendarmerie de Médéa, dont lesquelles quatre personnes, soupçonnées d'être impliquées dans des actes d'incendies ont été arrêtées et présentées devant les instances judiciaires.

SECOURSSE TELLURIQUE À BETHIOUA (ORAN)

Aucune perte humaine ni dégât matériel (protection civile)



La secousse tellurique, enregistrée, samedi à Bethioua, (Est d'Oran), n'a engendré aucune perte humaine ni dégât matériel, a indiqué à l'APS le chargé de communication de la direction de wilaya de la protection civile.

Le capitaine Abdelkader Bellala a précisé que "dès l'alerte donnée, les éléments de la protection civile de Bethioua, renforcés par ceux d'Oran, ont organisé une opération pour constater la situation dans cette localité se trouvant à proximité d'une importante zone industrielle et parer à toute éventualité".

"Aucun perte humaine ou dégât matériel n'a été constaté suite à cette secousse que de nombreux citoyens n'ont même pas ressentie", a-t-il ajouté.

La secousse tellurique d'une magnitude de 3,4 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée, samedi à 9h18 à Bethioua, dans la wilaya d'Oran, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG).

Son épicerie a été localisé à 10 km au sud-est de Bethioua, a précisé le même établissement dans un communiqué, rappelle-t-on.

ALGÉRIE - SÉISME

Secousse tellurique de magnitude 3,4 à Oran selon le CRAAG

Une secousse tellurique d'une magnitude de 3,4 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée samedi à 9h18 à Bethioua, dans la wilaya d'Oran, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 10 km au sud-est de Bethioua, a précisé le CRAAG dans un communiqué.

MOUDJAHIDINE - DÉCÈS

Tissemsilt : inhumation de la moudjahida Guerdane Zohra au cimetière "Si Tahar El Othbi" de Lardjem

La moudjahida Guerdane Zohra, décédée vendredi matin à son domicile à l'âge de 80 ans suite à une crise cardiaque, a été inhumée cet après-midi au cimetière "Si Tahar El Othbi" de Lardjem.

L'enterrement a eu lieu dans une ambiance de recueillement en présence de moudjahidine de différentes communes de la wilaya de Tissemsilt, de proches de la défunte et de citoyens.

Née en 1940 à Lardjem, la regrettée moudjahida a adhéré à la révolution de libération nationale dès son déclenchement le 1er novembre 1954 en assurant notamment la liaison et le courrier entre les unités de la glorieuse Armée de libération nationale (ALN).

Elle fut un témoin oculaire de la célèbre bataille de "Bab El Bekkouche" qui a eu lieu le 28 mai 1958 près de Lardjem et où l'armée coloniale a essuyé de lourdes pertes (600 morts dont 33 officiers), a-t-on évoqué.

CRIMINALITÉ

Sûreté de Tizi-Ouzou : arrestation d'un individu faisant l'objet de 14 mandats d'arrêts



Un homme activement recherché et ayant fait l'objet de pas moins de 14 mandats d'arrêt, a été interpellé cette semaine par la police à Tizi-Ouzou, a indiqué vendredi la sûreté de wilaya, dans un communiqué.

Cet individu âgé de 38 ans, originaire de Mekla est présumé impliqué dans plusieurs affaires de "faux et usage de faux", "abus de confiance", "émission de chèques sans provision", "tentative d'escroquerie" et autres, a-t-on précisé de même source.

Il a été interpellé par les éléments de la police judiciaire, a indiqué le communiqué, précisant que les 14 mandats d'arrêt contre lui, ont été émis par plusieurs tribunaux.

Il a été présenté au parquet de Tizi-Ouzou, mercredi dernier, et placé en détention provisoire, a-t-on précisé.

ORAN

255 citoyens rapatriés des Etats Unis d'Amérique

255 citoyens algériens, bloqués aux Etats unis d'Amérique depuis le début de la pandémie du Covid-19, ont été rapatriés vendredi à Oran, a-t-on appris des services de la wilaya.

L'avion de la compagnie nationale "Air Algérie" qui transportait les citoyens concernés a atterri sur le tarmac de l'aéroport international "Ahmed-Benbella" vers 9 heures en provenance de Washington.

Les Algériens rapatriés ont trouvé à leur accueil des représentants des autorités locales civiles et sécuritaires, qui ont tout mis à leur disposition pour leur faciliter l'accomplissement des procédures administratives d'usage.

Une équipe médicale a également été mobilisée pour les accompagner durant leur séjour dans les hôtels de la ville désignés pour leur accueil pendant toute la période de leur confinement sanitaire fixée à sept jours, a-t-on indiqué de même source.

GHARDAIA

2 morts et six blessés dans un accident de la circulation au sud d'El Menea

Deux personnes ont trouvé la mort et six autres ont été grièvement blessées dans un accident de circulation survenu vendredi sur la RN-1, au Sud d'El-Menea (Ghardaia), a-t-on appris auprès de la Protection civile (PC).

L'accident s'est produit à 160 km au sud du chef-lieu de la wilaya déléguée d'El-Menea en allant vers In Salah (Tamanrasset) lorsqu'un véhicule touristique est entré en collision avec un véhicule circulant dans le sens inverse, faisant deux morts sur le coup et six blessés souffrant de multiples traumatismes, a-t-on précisé.

Les corps des victimes (34 et 37 ans) et les six blessés (4 à 40 ans) ont été évacués par les éléments de la Protection civile vers la morgue et aux urgences de l'hôpital "Mohamed Chabaani" d'El-Menea le plus proche du lieu de l'accident, a ajouté la source.

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

RENCONTRE GOUVERNEMENT-WALIS

Proposition d'un Fonds spécial pour le développement des zones d'ombre

Les participants à la Rencontre Gouvernement-Walis ont proposé, jeudi après-midi, la création d'un Fonds spécial pour le développement des zones d'ombre et la délégation des directeurs exécutifs de wilayas pour la concrétisation des projets en cas de blocage des Assemblées communales élues.

Les recommandations lues lors de la séance de clôture, en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad et de membres du Gouvernement, ont porté sur "l'impérative actualisation et mise à jour de la cartographie des zones d'ombre, la détermination des projets urgents ainsi que leur adaptation à la spécificité de chaque région. Il a été question en outre de la création d'un mécanisme placé sous l'autorité du wali pour le suivi de la mise en œuvre de ces projets et la mise en place d'une stratégie de développement de ces régions dans le cadre de la stratégie nationale de tous les secteurs".

De même qu'ont été recommandés "l'accélération de l'étude du décret portant création de la nouvelle instance nationale chargée de la gestion des écoles, l'octroi d'une autorisation à la Sonelgaz pour le transfert des centrales de Gaz liquéfié des zones raccordées au réseau vers celles qui ne le sont pas et la levée du gel sur les licences de transport collectif afin de renforcer les réseaux de transport au niveau des zones d'ombre".

Par ailleurs, les participants à l'atelier dédié à l'évaluation et la mise en œuvre des mesures de prévention contre la pandémie du covid-19 ont proposé "le classement de la pandémie Covid-19 catastrophe naturelle et la mise en place une feuille de route de déconfinement, outre la mise en place d'un dispositif efficace de dépistage. L'instauration de gestes barrières afin de réduire la pression sur les établissements hospitaliers et l'évaluation permanente et périodique des résultats de la lutte contre le virus en associant des sociologues et des psychologues ont également été préconisées".



Dans le même sens, il a été proposé "le durcissement des mesures coercitives à l'encontre des contrevenants aux mesures préventives et des personnes aux intentions malveillantes".

En ce qui concerne la rentrée sociale, la sécurité des personnes et des biens et la lutte contre les feux de forêt, il a été proposé "la création d'un point focal permanent entre les établissements éducatifs et le secteur de la Santé pour le renforcement de la santé scolaire, la réduction du nombre d'élèves par classe, la mise en œuvre du système de doubles vacances pour assurer la distanciation physique préconisée. De même qu'a été préconisée la promotion de l'enseignement à distance dans les universités et les établissements d'enseignement et de formation professionnels".

Il a également été recommandé "la révi-

sion de la liste des bénéficiaires de la prime de solidarité scolaire, la tenue de réunions périodiques entre les autorités locales et la société civile, l'ouverture de canaux de communication permanents avec les représentants des quartiers, les syndicats et les représentants des travailleurs et le renforcement de la couverture sécuritaire dans les quartiers à travers l'opérationnalisation et la modernisation des plans de sécurité et l'association du citoyen au processus de protection des biens".

Les participants ont aussi plaidé pour "la mise en place d'une stratégie nationale de lutte contre la criminalité s'appuyant sur une base de données unifiée, la création d'un observatoire pour suivre la criminalité et la violence sociale, l'intensification des actions anticipatives pour lutter contre la propagande et la modernisation des mé-

thodes d'intervention et de prévention des accidents de la route".

S'agissant des feux de forêt, l'accent a été mis, dans les recommandations, sur "la nécessité d'actualiser le système législatif pour la protection des forêts et de créer, dans les wilayas, des cellules de veille présidées par les walis pour l'ouverture immédiate d'enquêtes sur les incendies d'origine criminelle, le renforcement du contrôle et l'arrêt immédiat des constructions anarchiques dans les forêts".

Les participants ont en outre insisté sur "l'impératif d'intensifier les actions de sensibilisation de proximité auprès des citoyens pour prévenir ce type d'incendies et d'encourager l'utilisation des moyens technologiques dans l'intervention et la prévention".

ZONES D'OMBRE

Près de 12.000 projets de développement enregistrés avec une enveloppe de plus de 200 milliards DA

Quelque 11.815 projets de développement ont été inscrits, les six derniers mois, au profit des zones d'ombre, avec une enveloppe de 207 milliards DA, selon un rapport présenté jeudi lors de la réunion Gouvernement-walis.

Selon le rapport final de l'Atelier consacré à "l'évaluation des phases de mise en œuvre du programme de développement des zones d'ombre", ces projets de développement concernent 9.502 zones d'ombre avec une incidence sur plus de 8,4 millions de citoyens.

Le nombre total des opérations achevées, dans ce cadre, s'élève à 1.256

projets d'un montant de 15,95 milliards DZD au niveau de 1.014 zones d'ombre et au profit de 716.000 citoyens. Ces projets achevés concernent plusieurs domaines, à savoir l'eau potable (208), l'assainissement (293), le désenclavement (170), l'amélioration des conditions de scolarisation (136), le raccordement en électricité et gaz naturel (91), l'éclairage public (73), la prise en charge de la santé de proximité (60), et l'aménagement des espaces sportifs et récréatifs pour les jeunes (31).

Quant aux opérations en cours de réalisation, le même rapport avance le chiffre de 5,280 projets, pour un montant total de 95,66 milliards de DA au niveau de 4.205 zones d'ombre et au profit de plus de 3,8 millions de citoyens, précisant que la plupart de ces projets devront être réceptionnés en octobre prochain, et pour certains au cours du premier trimestre de

l'année 2021. Pour ce qui est des opérations en voie de lancement ou devant être lancées avant la fin de l'année, le document fait état de 5.279 projets pour un montant total de 95,5 milliards de DA, au niveau de 4.283 zones, et au profit de près de 3,9 millions de citoyens. Leur réception sera progressive à partir de la fin du 1er trimestre de l'année prochaine, ajoute le même source.

S'agissant des obstacles et difficultés entravant la réalisation de ces projets de développement, l'atelier, présidé par le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar a formulé plusieurs observations, notamment le manque de coordination intersectorielle et la nécessaire identification des spécificités des zones d'ombre, des conditions d'éligibilité aux projets de développement et des projets urgents. De même qu'il a été relevé l'inscription de grands projets ne permettant pas la prise en charge rapide des besoins urgents des citoyens et que la priorité dans le choix des projets ne répond, parfois pas, aux attentes des habitants des zones d'ombre. La lourdeur des procédures administratives ou de l'incapacité des entreprises de réalisation ont été pointées dans le retard du parachèvement de certains petits projets.

Par ailleurs, les mesures préventives contre la propagation du Coronavirus ont impacté la démarche de prise en charge des zones d'ombre, a-t-on noté de même source. Dans le but de recadrer le programme de prise en



charge du développement des zones d'ombre pour réduire les disparités entre les régions du pays, il faudra, selon le rapport, axer les projets sur quatre objectifs stratégiques, à savoir la généralisation du raccordement de la population réseaux (eau, électricité, gaz et assainissement) le désenclavement des régions éloignées et des zones montagneuses isolées, l'amélioration des services de santé, d'enseignement et de jeunesse, outre la diversification des capacités économiques et artisanales des régions enclavées. Pour atteindre ces objectifs, les travaux de l'atelier ont conclu à plusieurs recommandations, dont l'actualisation de la cartographie des zones d'ombre, l'adaptation des projets inscrits à la nature de la région, la satisfaction des besoins exprimés par la population et la priorisation des projets qui ne demandent pas un grand financement et de longs

délais de réalisation.

Concernant la diversification des ressources de financement, il a été préconisé la mobilisation des différentes ressources locales ou centrales disponibles, la création d'un Fonds national dédié aux zones d'ombre, l'affectation d'un programme spécial au titre des Plans de développement communaux à hauteur de 50 Mds de DA dans le cadre des lois de Finances 2021 et 2022, exclusivement destiné à la prise en charge des zones d'ombre.

De même qu'a été recommandée la contribution du secteur de l'Habitat à la réalisation des réseaux au niveau des agglomérations. Concernant l'association des composantes de la société civile à la prise en charge des besoins des zones d'ombre, l'accent a été mis sur la nécessité d'activer la participation des habitants des zones d'ombre à la détermination des

priorités des projets, d'encourager les initiatives de gestion participative des projets réalisés et d'élargir la couverture sociale et la prise en charge sanitaire au niveau de ces zones. Pour ce qui est du suivi et de la vigilance, l'atelier a conclu de la nécessité de mettre en place un système de suivi au niveau de chaque wilaya, à même de veiller au suivi continu de la mise en œuvre des projets, de créer un mécanisme sous l'autorité des walis de la République, avec la participation des services techniques, chargé de veiller au suivi continu de la mise en œuvre des projets. S'agissant de la création des activités économiques et de postes d'emploi dans les zones d'ombre, les participants de l'atelier ont proposé la levée de gel sur les autorisations de transport collectif, dans le but de créer des lignes au profit des zones d'ombre et la création d'activités économiques et artisanales, notamment à travers l'appui aux crédits sans intérêts octroyés par les dispositifs de l'Etat. L'atelier a souligné que la prise en charge des zones d'ombre, telle que soulignée par le Président de la République, requiert la mobilisation de tous les secteurs, les ressources de financement disponibles et des différents appareils de l'Etat, notamment au niveau des secteurs ministériels concernés, et ce, dans le but d'une intervention rapide et efficiente, en associant de manière efficace la société civile afin de mener à son terme le programme d'urgence au profit des zones d'ombre.

RÉHABILITATION DU RÔLE DES ZAOUIAS

Le rayonnement culturel des zaouïas au cœur du programme présidentiel (conseiller)

La réhabilitation du rôle d'institutions de rayonnement culturel et du savoir des zaouïas est au cœur du programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné jeudi à Tizi-Ouzou, le conseiller du Président de la République Abdelmadjid Tebboune, chargé des associations religieuses, Aissa Belakhthar.

M. Belakhthar qui a présidé, sur instruction du Président de la République, une rencontre avec les représentants des zaouïas et écoles coraniques, au siège de la wilaya, a indiqué que ces espaces doivent retrouver leur place véritable de lieux de savoir qui ont formés des milliers de savants, qui ont, à leur tour, formé des générations en Algérie ou dans d'autres pays, a-t-il dit. Le rôle des zaouïas ne se limite pas à l'enseignement religieux, mais consiste aussi à inculquer les valeurs d'entraide, de solidarité de fraternité et de vivre ensemble qui constituent les fondements de la société algérienne, a-t-il insisté, en relevant que la zaouïa n'est pas un objet historique à conserver ou à réserver uniquement à l'enseignement du Coran, mais une institution qui a produit, grâce à l'enseignement religieux, une pensée libre, éclairée et moderne qui construit les nations et les civilisations et c'est cette mission qu'elles doivent retrouver aujourd'hui. Redonner aux zaouïas leur place au sein de la société s'inscrit également dans la démarche de réappropriation de la mémoire nationale, marquée début juillet dernier par un événement important qui est le rapatriement de France, des crânes de résistants algériens à l'invasion française. Il est aussi prévu d'accompagner les zaouïas à retrouver leur place et rôle de centres d'enseignement des valeurs qui ont fondée la société algérienne, a-t-il observé.

Ces institutions, a rappelé M. Belakhthar, ont joué un rôle important dans la préservation de l'identité nationale



et des valeurs de la société algérienne durant le colonialisme, en participant activement à la résistance et à la lutte contre le colonialisme français qui s'est vengé contre elles en détruisant ces lieux de culte, de savoir, de rayonnement culturel et d'encadrement de la société et en brûlant leur fond documentaire, a-t-il souligné.

L'intérêt du Président de la République à ces institutions en écoutant leurs réoccupations et leurs attentes s'inscrit dans ce projet d'édification de l'Algérie nouvelle qui est basé sur la réconciliation avec soi, la préservation de nos référents et valeurs de solidarité et de vivre ensemble qui fondent l'identité nationale.

Le rôle des zaouïas est d'inculquer ces valeurs aux jeunes afin de leur donner les outils de se prémunir contre les vagues d'extrémisme qui proviennent aussi bien de l'Occident

que de l'Orient", a-t-il insisté. Durant cette rencontre, qui a été marquée par la participation de 16 zaouïas sur les 18 que compte la wilaya en plus de la coordination des zaouïas et des quatre écoles coraniques de Tizi-Ouzou, les intervenants durant les débats ont soulevé certaines préoccupations pour demander notamment de mettre en place une organisation commune à toutes les zaouïas, la réhabilitation de leur mission pédagogique et la rénovation de certaines structures.

Dans sa réponse, M. Belakhthar a rassuré les présents que leurs préoccupations s'inscrivent dans le cadre de la démarche de revalorisation des missions de ces institutions qui prévoit de les accompagner pour retrouver leur place au sein de la société, ajoutant, sur un autre volet, que les zaouïas patrimoniales vont bénéficier d'opérations de réhabilitation.

FORMATION PROFESSIONNELLE
"La réouverture des établissements privés se fera au même titre que les établissements publics" (ministère)

La réouverture des établissements privés de formation agréés par l'Etat, se fera au même titre que les établissements publics, en prenant en considération l'évolution du suivi de la pandémie de coronavirus (Covid-19), a précisé jeudi le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

La réouverture des établissements privés de formation se fera au même temps que celle des établissements publics de formation, a indiqué le ministère dans une déclaration à l'APS, mettant l'accent sur l'importance qu'il accorde aux établissements privés agréés, considérés comme indissociables du système de la formation professionnelle, en vue d'assurer une formation de qualité aux stagiaires leur permettant de s'intégrer dans le monde de l'emploi. Suite à la demande d'autorisation exceptionnelle de réouverture partielle des établissements privés de formation, formulée par l'Association nationale des établissements de formation agréés (ANEFA), le ministère a exprimé le regret de ne pas répondre favorablement à cette demande, tout en exprimant sa "compréhension" quant à la situation difficile que traversent ces établissements dans le contexte sanitaire actuel.

Le ministère a rappelé, à ce propos, qu'au vu des risques inhérents à la pandémie de Covid-19, il a été procédé à la fermeture de l'ensemble des établissements de formation publics et privés agréés, en application des décisions du président de la République et des mesures annoncées par le Premier ministre.

De son côté, l'ANEFA a indiqué, dans un communiqué, que "750 établissements privés de formation, contraints de fermer dans le cadre des mesures de confinement suite à la crise sanitaire, risquent de disparaître", précisant que "depuis le 12 mars, les établissements de formation ont été sommés de fermer, dans le cadre des mesures de confinement prises par le Gouvernement". "De plus, les récentes directives ministérielles de reconduction du confinement et d'annonce d'une rentrée au mois de septembre/octobre mettent en jeu la survie de nos établissements. Cet arrêt obligatoire de nos activités pendant 8 mois, sans mesures d'accompagnement par l'Etat, entraînera inéluctablement une importante perte d'emplois directs et indirects, ainsi que la faillite de nombreux établissements et la libération des stagiaires", a ajouté l'association.

ARMÉE-FORMATION

La concrétisation des objectifs de défense nationale exige des approches sécuritaires "plus ouvertes" (Chanegriha)

Le général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a souligné, jeudi à Alger, que la concrétisation des objectifs nationaux dans le domaine de la politique de défense nationale, exige d'adopter des approches sécuritaires nationales "plus ouvertes" et "plus adaptées" aux nouveaux modes d'affrontement afin d'englober l'ensemble des potentiels nationaux.

"La concrétisation des objectifs nationaux dans le domaine de la politique de défense nationale, à la lumière des répercussions des conflits et des guerres modernes, exige d'adopter des approches sécuritaires nationales plus ouvertes et plus adaptées aux nouveaux modes d'affrontement, pouvant s'étendre davantage pour englober l'ensemble de nos potentiels nationaux, politiques, économiques, sociaux, sécuritaires, médiatiques et bien d'autres et ce, en parfaite harmonie avec nos capacités militaires", a affirmé le chef d'Etat-major de l'ANP dans son allocution à l'occasion de la cérémonie de sortie de la 13e promotion à l'Ecole supérieure de Guerre. A cet effet, "la gestion de notre défense nationale, au sens large, nécessite d'adopter une stratégie globale axée sur le développement et la coordination de l'emploi de toutes les capacités militaires et non militaires de la nation, afin d'atteindre les objectifs nationaux et les intérêts vitaux et stratégiques de notre pays", a-t-il relevé.

Le général de Corps d'Armée a rappelé, dans le même sillage, que "la création de l'Ecole supérieure de Guerre depuis 15 ans,

dont la raison d'être est de dispenser un enseignement militaire dans le domaine de l'art de la guerre, qui s'articule sur la conception des opérations, de leur analyse, leur planification et gestion, a posé les fondements d'une culture stratégique militaire chez les cadres de nos Forces armées promues, une culture qui leur apporte un capital intellectuel enrichi en permanence, par des cours dans le domaine de la gouvernance des affaires de la défense nationale".

De ce fait, "le Haut Commandement de l'ANP a décidé de programmer une formation de haut niveau au profit de nos cadres supérieurs dans le domaine de la haute stratégie, afin de leur dispenser des connaissances et des expériences liées aux mécanismes politico-militaires, à travers l'assimilation des rôles des différents acteurs dans le domaine de la défense nationale, et des modalités d'accomplissement de leurs activités en parfaite harmonie, lors de l'exécution des missions confiées, ainsi que le développement de leurs savoir-faire et compétences, leur permettant d'assumer les plus lourdes responsabilités dans la pyramide de la chaîne de commandement", a encore ajouté le Chef d'Etat-major de l'ANP.

Il a saisi cette opportunité pour féliciter les promus et les exhorter de la nécessité de "s'imprégner des qualités du Chef avisé", avant de souligner sa "parfaite confiance" en leurs expériences acquises tout au long de leur carrière et à travers leur expérience de terrain, qui leur seront, sans nul doute, d'une "grande

motivation" et un "capital riche" pour le parfait accomplissement de leurs missions.

"Je saisis également cette aimable occasion pour vous féliciter, vous les promus, en vous souhaitant une vie professionnelle pleine de réussite et de succès, comme je vous exhorte à vous imprégner des qualités du chef avisé qui se doit, en toutes circonstances, d'imposer sa présence, en tant que commandant charismatique, étant l'instructeur et l'éducateur, le gestionnaire de son unité et le meneur sur le terrain. Gardez en vue, tout au long de votre carrière, que le commandant se distingue par ses aptitudes, ses compétences et son amour pour son métier et non pas par son grade, car le commandement est au-dessus de tout cela, c'est une grande responsabilité, elle est une charge et non pas un honneur", a souligné le général de Corps d'Armée à l'adresse des nouvelles promotions.

"Vous, les promus, serez chargés de commander de grandes unités, ce qui exigera de vous d'être toujours disponibles, afin d'assumer l'immense responsabilité qui vous incombe. Il s'agit de commander des hommes, oui, commander des hommes, de savoir se comporter avec eux, d'employer leurs compétences et d'unifier leurs efforts, pour la réussite des missions qui vous seront assignées, à vous et à vos unités", a-t-il poursuivi.

"Je vous souhaite tout le succès et la réussite, et je suis absolument certain que les riches expériences que vous avez acquises tout au long des années passées sur le terrain, vous seront d'un appui fort et un capital riche pour

mener à bien vos missions, qui ne se réaliseront qu'à travers la sacralisation du travail et son parfait accomplissement avec loyauté et intégrité, pour la protection de notre chère patrie et au service de notre vaillant peuple", a affirmé le chef d'Etat-major de l'ANP.

La cérémonie de sortie de promotion s'est poursuivie par une allocution du général-major Noureddine Kheloui, directeur de l'école, dans laquelle il a valorisé les efforts de ceux qui ont créé le général-major Kheloui.

Par ailleurs, un exposé sur la promotion sortante a été présenté, avant de procéder à l'annonce des résultats de cette nouvelle promotion, la remise des diplômes et la baptisation de la promotion au nom du Chahid El-Aloui El-Aloui, pour céder ensuite la parole au représentant des officiers stagiaires qui a prononcé une allocution à cette occasion avant la clôture de la cérémonie. Par la suite, le général de Corps d'Armée a visité la Division des Enseignements, où il a inspecté les différentes salles d'étude et les moyens pédagogiques modernes dont dispose l'Ecole. Avant de clôturer la cérémonie, le chef d'Etat-major de l'ANP a rendu hommage à la famille du Chahid dont cette nouvelle promotion porte son nom, et a signé le livre d'or de l'école.

Le général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, a été accueilli à l'Ecole supérieure de Guerre par le général-major Ali Sidane, Commandant de la 1ère Région militaire et le général-major Noureddine Kheloui, Directeur de l'Ecole.

SÉTIF

Installation du président et du procureur général de la cour

Le nouveau président de la Cour de justice de Sétif, Rachid Allène ainsi que le nouveau procureur général de la même Cour, Abdelmadjid Belhadj ont été installés jeudi dans leurs fonctions, au titre du mouvement opéré dans les corps des présidents des cours de justice et des procureurs généraux, décidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

La cérémonie d'installation a été présidée au siège de la Cour par le procureur général adjoint à la Cour suprême et représentant du ministre de la Justice, Gardes des Sceaux, Khaled Zebiri qui a inscrit ce mouvement "dans le cadre de la satisfaction des revendications populaires du Hirak relatives au recours aux jeunes élites dont la compétence et l'intégrité sont reconnues afin de promouvoir l'autorité judiciaire sur les plans de l'efficacité, la souplesse, la proximité des citoyens et la lutte contre la corruption et pour recouvrer la confiance de la société". Khaled Zebiri a considéré que "les réalisations et acquis faits dernièrement exigent persévérance, détermination et travail sans répit pour parvenir aux objectifs souhaités d'amélioration des performances et rendement de la justice, de deve-

loppement de ses structures et sa modernisation en coordination avec tous les acteurs du secteur judiciaire que sont les magistrats, les greffiers, les avocats, les huissiers de justice, les notaires, les agents de la police judiciaire et autres".

Il a également estimé que "la pierre fondamentale à l'édification de l'Algérie nouvelle est l'amendement prochain de la Constitution, relevant que l'avant-projet de cet amendement constitutionnel présenté aux diverses institutions de la République pour débat et enrichissement contient beaucoup de dispositions nouvelles qui consolident l'indépendance de la justice et des magistrats et consacrent le droit à la défense qui satisferont les revendications du Hirak". Le nouveau président de la Cour de justice de Sétif, Rachid Allène a rejoint



le secteur de la justice en 1995 occupant diverses fonctions dont celles de magistrat au tribunal de Djelfa, juge instructeur au même tribunal puis à celui de Boufarik (Blida) puis au tribunal de Blida.

Il a été aussi doyen des juges instructeurs au tribunal de Sidi M'hamed (Alger) et récemment président de la Cour de Tiaret.

Le nouveau procureur général Abdelmadjid Belhadj a débuté sa carrière professionnelle en 1989 en tant que procureur de la République au tribunal d'El Aouinet (Tébessa) avant d'assumer nombre d'autres fonctions dont procureur général adjoint à la Cour de Bouira et procureur général à la Cour de Tiaret.

EL-OUED

89 antennes communales raccordées au réseau de fibre optique

Au moins 89 antennes communales ont été raccordées à ce jour au réseau de fibre optique à travers la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris samedi auprès de la Direction opérationnelle locale d'Algérie Télécom.

L'opération, qui avait été entamée en 2016, vise l'exploitation optimale de cette technologie pour la mise en place du "Guichet unique" facilitant le retrait de documents administratifs, a affirmé le directeur opérationnel d'A.T, Bachir Lamamra.

Entrant dans le cadre du programme du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, elle permet le raccordement de ces antennes communales au réseau à haut débit et donc une amélioration du service public en termes de prestations rapides et de qualité, a-t-il précisé. Le raccordement de ces 89 antennes communales, sur les 100 existantes à travers les 30 communes de la wilaya, représente ainsi un taux de 80% d'avancement du projet, a ajouté le responsable. Selon le même responsable, les services d'A.T sont prêts à raccorder les 11 antennes communales restantes au réseau à haut débit du ministère de l'Intérieur, une fois levées les contraintes en suspens. La priorité dans cette opération a été accordée aux antennes communales dans les zones enclavées, notamment à travers les communes de la bande frontalière, et a permis aussi d'offrir des prestations de téléphonie fixe et d'Internet à leurs populations, a souligné M. Lamamra. Concernant le programme de développement des zones frontalières, 29 villages ont été raccordés au réseau de fibre optique, dans le cadre du programme ciblant les concentrations de plus de 1.000 habitants dans ces régions, a-t-il encore fait savoir. L'opération entre dans le sillage du programme arrêté par la Direction générale d'A.T et visant à généraliser la fibre optique à l'ensemble des zones et villages enclavés du pays, notamment dans les régions frontalières afin d'y améliorer le service public, a-t-il conclu.

AIN TÉMOUCHENT Saisie de 3.450 unités de boissons alcoolisées

La brigade de lutte contre le trafic de drogue relevant du service de wilaya de la Police judiciaire d'Ain Témouchent a saisi 3.450 unités de boissons alcoolisées et arrêté deux mis en cause, a-t-on appris jeudi de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Sur la base d'informations sur l'activité de contrebande de boissons alcoolisées sur le territoire de la wilaya, un plan des policiers a permis d'intercepter un véhicule utilitaire à la sortie-est de la ville d'Ain Témouchent et la découverte à son bord de 3.450 unités de différentes boissons alcoolisées, selon la même source.

Ces produits de spiritueux ont été dissimulés sous une quantité considérable d'oignons, a-t-on fait savoir, soulignant que l'opération a permis d'arrêter deux individus et la saisie du véhicule utilitaire. Les premiers éléments de l'enquête ont révélé que cette quantité de boissons alcoolisées étaient destinées vers la wilaya de Tlemcen. Les deux prévenus seront présentés ultérieurement devant le parquet près le tribunal d'Ain Témouchent pour détention et transport de boissons alcoolisées sans autorisation, a-t-on indiqué.

SKIKDA

Campagne d'élimination des fuites d'eau

L'unité de Skikda de l'Algérienne des eaux (ADE) a lancé courant août une campagne d'élimination des fuites dans le réseau de distribution d'eau potable (AEP) à travers les divers quartiers du chef-lieu de wilaya, a-t-on appris jeudi auprès de cette unité.

Selon la même source, l'opération vise à améliorer le service public de distribution d'eau dans la ville, approvisionnée à partir de la station de dessalement d'eau de mer et à préserver cette ressource vitale notamment en cette période d'été.

La campagne vise en priorité le vieux noyau de la ville de Skikda et les cités des "500 logements", "700 logements", "Lassia", "frères Saker", "Merjidi Edhib" et "Salah Boulkeroua", est-

il indiqué. Plusieurs projets d'amélioration de la distribution de l'eau à la population de la ville de Skikda et ses environs sont parallèlement menés et concernent notamment la réhabilitation des réseaux de distribution particulièrement ceux vétustes, la rénovation de la station de traitement de Hammadi Krouma et le renouvellement des canalisations de transfert depuis le barrage Kenitra dans la commune Oum Toub.

La même source a fait état de la réparation de 209 fuites d'eau sur le réseau de transfert, 1.156 fuites dans le réseau de distribution et 901 fuites dans les branchements à travers les 23 communes dont les réseaux sont gérés par l'ADE.

TIZI-OUZOU

Réouverture de 46 mosquées

Au total, 46 mosquées sont rouvertes Depuis samedi à Tizi-Ouzou, en application de l'instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'ouverture graduelle des lieux de culte (fermés à titre préventif contre la propagation de la Covid-19), a indiqué jeudi à l'APS, le directeur local des affaires religieuses et des waqfs, Aïssa Bouicha.

Ce même responsable, a précisé que la réouverture progressive et contrôlée des lieux de culte à Tizi-Ouzou concerne dans un premier temps un total de 46 mosquées répondant aux exigences sanitaires édictées dans le dispositif gouvernemental de prévention de la propagation de la Co-



vid-19, a-t-il ajouté. Ces 46 mosquées ont été dotées chacune d'une caméra thermique pour la prise de température des fidèles. En outre un total de 10 000 ba-

vettes et de 350 litres de solution désinfectante ont été distribués sur ces mosquées, a souligné M. Bouicha.

Il a ajouté que ces lieux de culte

ont été tous nettoyés et désinfectés en prévision de leur réouverture. Le conseiller du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chargé des associations religieuses, Aïssa Belakhddar, qui a présidé ce jeudi à Tizi-Ouzou, une réunion avec les zaouïas, a fait appel au "sens de responsabilité" de chacun pour réussir cette réouverture graduelle des mosquées samedi prochain en "évitant d'adopter des comportements qui pourraient contribuer à la propagation du nouveau coronavirus". Il a ajouté que la réussite de cette réouverture à travers le respect des mesures de prévention, permettra "d'accélérer" le processus de réouverture de toutes les autres lieux de culte.

TÉBESSA

Mise en service de six nouveaux bureaux de poste, avant fin 2020

Six (6) nouveaux bureaux de poste seront mis en service dans la wilaya de Tébessa "avant la fin de l'année 2020", a indiqué jeudi, le directeur local d'Algérie Poste, Riad Dinari.

"L'entrée en service de ces nouvelles structures permettra d'atténuer la pression sur les bureaux de poste existant, notamment dans les nouvelles zones urbaines", a souli-

gné M. Dinari à l'APS précisant qu'il s'agit de la réception et la mise en service de deux (2) nouveaux bureaux de poste à Chérea, et un bureau dans chacune de ces communes: Bir El-Ater, Laouinet, Hamamet et El-Ogla.

La même source a fait savoir que la mise en service de ces bureaux permettra de réduire la densité postale de 11.300 citoyens par bureau de poste à 11.100.

M. Dinari a également souligné que les travaux sont en cours pour la réalisation de deux (2) nouveaux bureaux dans les communes de Ferkanet et Oum Ali (Sud de la wilaya) ainsi qu'un troisième au chef lieu. Il a ajouté que six (6) bureaux de poste sont en cours de réhabilitation afin de créer de nouveaux espaces pour accueillir les citoyens dans les meilleures conditions. Sur un autre

registre, la même source a déclaré qu'à Tébessa Algérie Poste a procédé à la distribution, depuis la propagation de la pandémie du Coronavirus, de pas moins de 10 terminaux de paiement électronique (TPE) au profit notamment de pharmacies et de commerces. La wilaya frontalière de Tébessa compte actuellement 68 bureaux ainsi qu'un bureau itinérant.

SONELGAZ Fusion de quatre filiales du Groupe



Des contrats de fusion en conglomérat de quatre filiales relevant du Groupe Sonelgaz ont été signés, jeudi à Alger, en vue de leur annexion à la société mère pour revoir leur organisation et restructuration à la lumière de la crise financière et sanitaire.

Il s'agit de la Société Conseil et Audit du Secteur Electrique et Gazier (CASEG Spa), le Centre de recherche et de développement de l'électricité et du gaz (CREDEG), la Société de Médecine du Travail (SMT) et la Société Algérienne des Techniques d'Information (SAT-INFO).

Dans le même cadre, des accords-cadres ont été signés afin de transférer les effectifs de ces sociétés vers la société mère.

Dans une allocution lors de la cérémonie de signature de ces contrats, en présence des présidents directeurs généraux des quatre sociétés, le Président directeur général (Pdg) du Groupe, Chahar Boulakhras a affirmé que ces opérations de fusion en conglomérat visant à réduire le nombre des filiales Sonelgaz seront suivies par d'autres opérations similaires.

Lors de cette cérémonie à laquelle a pris part le Secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières (FNTEIG), Boulakhras a fait état de réaménagement des mesures et procédures en vue de faciliter les futures opérations et réduire les délais, ajoutant que les fusions des entreprises de services débuteront prochainement.

Deux décennies après la stratégie de filialisation adoptée par la Sonelgaz, il convient désormais de revoir cette organisation en raison de la rarefaction des ressources financières induite par la baisse drastique des cours de pétrole sur le marché international, a-t-il souligné.

Rassurant, dans ce même sillage, les employés des filiales de la société concernées que leurs acquis sociaux et professionnels demeureront préservés, M. Boulakhras a affirmé qu'il s'agit là d'un simple transfert interne et que leur avenir est plus sûr.

Révision "Profonde" de l'organisation et de la structuration de la société

La Sonelgaz est en phase de recensement de ses ressources et moyens autour de ses métiers de base, tout en consolidant ses missions d'orientation et de maîtrise, à travers la création de nouvelles directions, a indiqué M. Boulakhras.

En cette conjoncture difficile, la Sonelgaz est appelée, à l'instar des grandes firmes du secteur public, à une révision organisationnelle et à une profonde restructuration, a-t-il poursuivi.

La loi n° 02-01 du 5 février 2002 relative à l'électricité et la distribution du gaz par canalisation a permis à Sonelgaz de se filialiser dans un contexte marqué à l'époque par l'encouragement de la création de sociétés, de postes d'emploi et de richesses. Par ailleurs, M. Boulakhras a tenu à rappeler que Sonelgaz et ses filiales travaillaient d'arrache-pied à répondre pleinement aux exigences du service public, qui est au cœur de sa mission principale, à savoir fournir l'énergie électrique et gazière pour le confort du citoyen.

INVESTISSEMENT

Ait Ali Braham : "recensement des actifs de production des secteurs public et privé"

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ali Braham, a annoncé, jeudi à Alger, le lancement du recensement des actifs produits dans les deux secteurs public et privé, en vue d'en déterminer la valeur ajoutée apportée à l'économie nationale.

Cette étude permettra de connaître, de manière précise, les niveaux de saturation des filières de production, leurs capacités de transformation.

Il est inconcevable de mettre sur le même pied d'égalité une usine qui fait dans la transformation totale et locale des matières premières brutes et une autre qui se limite au conditionnement de matières produites en dehors du pays, a déclaré le ministre à la presse au terme de la Réunion Gouvernement-walis.

M. Ait Ali Braham a fait savoir, dans ce sens, que l'objectif à court et moyen termes est que les ports du pays réceptionnent



d'avantage de matières premières brutes que de produits fabriqués, relevant que l'Algérie exporte actuellement des matières brutes

et des compétences humaines et importe des produits finis. Pour le ministre, l'Algérie est devant un choix stratégique, à savoir se lancer dans une véritable industrialisation et abandonner totalement l'importation des produits de consommation non indispensables, précisant que ce choix requiert du temps pour se concrétiser.

Le ministre a estimé, dans ce contexte, que la seule solution pour garantir des produits, y compris les véhicules, à des prix à la portée de tous, résidait dans la relance de l'industrie, et partant augmenter les salaires et le pouvoir d'achat.

INDUSTRIE

Pdg de l'ENIEM : "le taux d'intégration d'une gamme de ses produits augmentera à 70 %"

L'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (ENIEM) a élaboré un plan pour augmenter l'intégration d'une gamme de ses produits à hauteur de 70% avec son fournisseur libanais Le Matic, a-t-on appris auprès de son Pdg, Djillali Mouazer.

"L'intégration à hauteur de 70% à terme du produit ENIEM occupe une place importante dans le plan de redressement de l'entreprise. Un plan qui s'inscrit en droite ligne avec la politique gouvernementale", a indiqué M. Mouazer dans un entretien à l'APS. La gamme froid, sera la première concernée par ce projet.

L'intégration portera sur 10 produits (réfrigérateurs, congélateurs, vitrines) de différentes couleurs.

"Nous disposons déjà des équipements adaptés pour produire cette gamme", a-t-il fait savoir. Entamée depuis le 2ème semestre 2018 dans le cadre du partenariat avec le fournisseur libanais de matière première, le projet "avance bien" et est "à plus de 90% d'avancement", a précisé M. Mouazer, relevant que des prototypes ont même été fabriqués. "Nous allons incessamment produire

une présérie", a-t-il annoncé.

"Nous allons atteindre les 70% de taux d'intégration à terme.

Tous ce qui est tôle, plastique, cuivre, aluminium, fils, sera produit localement, seul le moteur ne le sera pas", a ajouté le Pdg. Outre la gamme froid, le leader de l'électroménager en Algérie a, par ailleurs, contacté un fournisseur pour l'intégration d'autres produits, dont le chauffage, a fait savoir M. Mouazer, notant que "l'échange d'intention avec ledit fournisseur a été fait".

Il a ajouté que l'intégration de la machine à laver, du chauffe-eau et des produits encastrables de cuisson, est aussi au menu et des démarches, dans ce sens, ont été déjà entreprises. Parallèlement à cette démarche, l'entreprise travaille également sur l'amélioration du design de ses produits afin d'être à la page et satisfaire le consommateur et pour s'inscrire dans la politique d'économie énergie du Gouvernement, l'ENIEM étant certifié ISO 14001 version 2015 (relative au système de management environnemental), a souligné son Pdg.

Il a reconnu que le modèle de réfrigérateurs ENIEM, qui est solide et sécurisé, "est



obsolète et dépassé sur le plan technique, car ne répondant pas aux exigences de la consommation énergétique et aussi en design". Un "lifting" avait été fait pour certains produits mais cela reste "insuffisant", puisque le design change au bout de quelques années d'où "la nécessité d'effectuer un changement fondamental du design de nos produits", a indiqué le Pdg de l'ENIEM.

ENIEM : diversification et modernisation des produits pour un retour en force sur le marché

La diversification et la modernisation des produits sont les principaux axes de la stratégie de développement et de redressement élaborée par l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (ENIEM) pour s'imposer de nouveau sur le marché national, a indiqué vendredi son Pdg, Djillali Mouazer.

Le plan de redressement et de développement de l'ENIEM de plus de 15 milliards de DA a été entamé il y a deux ans par le renforcement de l'unité de recherche et développement de l'entreprise, a déclaré M.

Mouazer dans un entretien à l'APS. La concrétisation de ce plan peut se faire de deux manières.

La première par la mobilisation des finances par l'Etat à travers "la mise à niveau des équipements et de l'outil de développement (laboratoire et ateliers de confection de l'outillage industriel)".

Dans ce cas là l'ENIEM, qui dispose de la ressource humaine nécessaire et d'actifs excédentaires, peut mener ce projet seule, et procéder à l'ac-

quisition des équipements pour changer toutes sa gamme de produits, a-t-il indiqué.

Dans le deuxième cas, où l'aide de l'Etat n'interviendrait pas, il est prévu de recourir au partenariat industriel pour l'intégration mais aussi la diversification de l'activité, que ce soit avec des partenaires algériens ou étrangers, a enchaîné M.

Mouazer, notant que ces deux démarches peuvent, par ailleurs, être combinées.

La concrétisation de cette stratégie de redressement dépend, toutefois, du règlement de la crise financière que vit l'entreprise et ce à travers un assainissement ou un rééchelonnement de sa dette qui avoisine les 6 milliards de DA, et la mobilisation d'un fond de roulement, a-t-il souligné.

Timide reprise après un bilan catastrophique dû à la crise sanitaire

Revenant sur les retombées de la crise sanitaire de la Covid-19 sur l'activité de cette entreprise, M. Mouazer a révélé que la production a connu une "baisse catastrophique" durant

le premier semestre 2020 en raison du congé technique dû à la rupture des approvisionnements en matière premières (collection CKD). Une reprise "timide" a eu lieu, tout de même, durant le confinement, plus exactement le 21 avril dernier.

"Depuis juillet, les ateliers de production tournent presque normalement avec la reprise de plus de 80% des effectifs", a-t-il observé, en remerciant les travailleurs pour "leur vigilance, engagement et conscience professionnelle" durant cette période difficile, les rassurant que la direction générale "ne lésine pas sur l'effort pour améliorer la situation".

Cette crise sanitaire, a-t-il ajouté, a engendré un manque à gagner important en termes de chiffre d'affaire.

"Nous n'avons réalisé que 46% du chiffre d'affaire donc le manque à gagner dépasse les 50% en termes d'objectifs fixés", a-t-il fait savoir. Toutefois, "avec la commande importante que nous avons, nous pourrions dépasser facilement les objectifs fixés", a-t-il rassuré, expli-

quant que des contrats "importants" ont été signés entre l'ENIEM et ses clients pour une valeur globale d'environ 2 milliards de DA, a-t-il fait savoir.

Le renouvellement des autorisations CKD expirées le 22 juillet dernier "doit aussi intervenir dans les meilleurs délais", a ajouté le Pdg.

Il relève néanmoins que "si toutes les activités ont repris, certains produits ne sont pas fabriqués du fait que nous n'avons pas pu dédouaner la matière première suite à l'expiration des autorisations en CKD". A ce sujet, il fait savoir qu'une demande de renouvellement des ces autorisations a été introduite auprès du ministère de l'Industrie et est "en cours de traitement".

Le renouvellement des autorisations "évitera à l'entreprise une rupture de stock, à terme, de matière première notamment pour la fabrication du chauffage et du chauffe-eau qui sont très demandés en hiver et permettra aussi à l'ENIEM d'honorer les engagements pris avec ses clients", a-t-il relevé.

PÉTROLE

Le pétrole se replie face aux perspectives d'une demande en berne

Les cours du pétrole ont baissé vendredi, dans le sillage de la veille, lestés par les perspectives moroses de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) à propos de la demande mondiale de pétrole pour 2020 et 2021.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre a fini à 44,80 dollars à Londres, en recul de 0,4% ou 16 cents par rapport à jeudi.



MATIÈRES PREMIÈRES

Baisse du prix de l'or après ses records historiques

L'or a souffert cette semaine, après avoir atteint un nouveau record historique la semaine dernière.

La hausse des rendements obligataires américains a porté un coup de massue aux marchés des métaux précieux, ont expliqué des analystes pour Oanda, tandis que leur baisse continue avait récemment contribué à la flambée de l'or.

Mardi, le métal jaune a connu sa pire séance depuis 2013, chutant d'environ 5,7%.

Le même jour, l'argent a perdu près de 15%, sa pire baisse quotidienne depuis octobre 2008.

Si l'or continue de bénéficier de conditions favorables, avec notamment les politiques monétaires ultra-accommodantes et l'aversion au risque alimentée par la pandémie de coronavirus, le plongeon pourrait mettre du temps à être effacé. Celui-ci "a causé beaucoup trop de dommages d'un point de vue spéculatif en effrayant les investisseurs", a expliqué un autre analyste pour la banque allemande Commerzbank. C'est justement cette catégorie d'acheteurs qui avaient tiré les prix de l'or vers des sommets, en compensant notamment la faiblesse de la demande des bijoutiers. En fin de semaine dernière, l'or avait ainsi atteint 2.075,47 dollars l'once, un niveau jamais vu. Sur le London Bullion Market, l'once d'or valait 1.946,30 dollars vendredi dans l'après-midi, contre 2.035,55 dollars le vendredi précédent en fin de séance.

L'once d'argent valait dans le même temps 26,76 dollars, contre 28,30 dollars il y a sept jours.

Le cuivre demandé

Le prix du cuivre s'est légèrement apprécié cette semaine, soutenu par un dollar en baisse et des données économiques chinoises favorables à la demande.

Le cuivre progresse "alors que la reprise économique chinoise se poursuit en juillet", ont fait observer des analystes.

La production industrielle de la deuxième puissance mondiale a en effet enregistré une hausse de 4,8% en juillet sur un an, le même score qu'en juin, selon des chiffres annoncés vendredi par le Bureau national des statistiques (BNS).

La baisse du dollar cette semaine, qui a perdu quelque 0,37% face à un panier de devises, a contribué à soutenir le prix du cuivre, toute baisse du dollar rendant le métal rouge libellé en billet vert plus attractif pour les investisseurs munis d'autres devises.

Les observateurs de marché ont dorénavant les yeux tournés vers la reprise des discussions commerciales entre les États-Unis et la Chine samedi au sujet de l'accord signé en grande pompe en janvier, qui devait marquer une trêve dans leur guerre commerciale.

Ils attendent également "les résultats des groupes (miniers) BHP et Antofagasta" la semaine prochaine, précise-t-on. Sur le London Metal Exchange (LME), la tonne de

port à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour le mois de septembre a cédé 0,5% ou 23 cents à 42,01 dollars.

"La hausse déclenchée par les données sur les stocks de pétrole brut aux États-Unis mercredi s'est éteinte aussi vite qu'elle avait commencé", a constaté Jeffrey Halley, analyste de Oanda. Un rapport du gouvernement américain avait en effet indiqué mercredi que les réserves de brut dans le pays avaient fortement baissé pour la troisième semaine de suite aux États-Unis.

cuivre pour livraison dans trois mois s'échangeait à 6.364,00 dollars vendredi, contre 6.308,00 dollars le vendredi précédent à la clôture.

Le café remonte

Les prix du café ont été bien orientés pendant la semaine, soutenus par les menaces qui pèsent sur l'offre malgré une demande toujours fragile.

"Les stocks (de café) diminuent (...) en raison de la faiblesse des exportations en provenance d'Amérique centrale", ont pointé les analystes de Société Générale dans une note.

L'Amérique latine et les Caraïbes sont la région comptant le plus grand nombre de morts du Covid-19: environ 230.000.

Autre menace sur l'offre, une région de forte production au Brésil, premier producteur de café au monde, "a connu des précipitations inférieures à la normale", ont relevé les analystes de la banque française.

Mais "la demande des cafés et autres établissements de restauration est toujours très faible", s'est inquiété Jack Scoville, de Price Group, de quoi tempérer la hausse des prix.

Sur le Liff de Londres, la tonne de ROBUSTA pour livraison en novembre valait 1.387 dollars vendredi, contre 1.363 dollars vendredi précédent à la clôture.

Sur l'ICE Futures US de New York, la livre d'ARABICA mais pour livraison en décembre valait 118,00 cents, contre 117,90 cents sept jours auparavant.

TURQUIE - LIBYE

La Turquie annonce la conclusion d'accords économiques et commerciaux très importants avec la Libye

La Turquie et la Libye ont signé des accords économiques et commerciaux "très importants afin de renforcer les relations commerciales et économiques bilatérales", a annoncé jeudi le ministre turque du Commerce.

Dans une déclaration à l'agence de presse Anadolu, le ministre turque du Commerce Ruhsar Pekcan a annoncé la signature d'accords "très importants" avec le Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen dirigé par Fayez el-Sarraj.

"L'accord jettera les bases pour résoudre les problèmes actuels entre les entreprises turques et les employeurs libyens, [et pour] définir de nouveaux investissements et entreprendre de nouveaux projets", a déclaré Ruhsar Pekcan, lors d'une réunion tenue à

Ankara. Mme Pekcan a rappelé que récemment certains projets contractés et entrepris par des compagnies turques en Libye avaient dû être interrompus.

"Il y avait des incertitudes quant à l'achèvement de ces projets et les sociétés turques avaient des créances restantes dans ces projets", a noté le ministre.

En novembre 2019, le gouvernement turc et le GNA ont signé deux accords à Istanbul I en présence du Président turc, Recep Tayyip Erdogan, et du Premier ministre libyen Fayez el-Sarraj.

Le premier définit des zones d'influence maritime entre les deux parties, tandis que le second porte sur le renforcement de la coopération sécuritaire et militaire.

FRANCE

Des aides supplémentaires aux agriculteurs et éleveurs

Le gouvernement français va permettre l'ouverture du régime des indemnisations pour "calamités" aux agriculteurs victimes de la sécheresse, qui devraient aussi bénéficier de reports ou allègements de cotisations sociales ou de dégrèvements fiscaux, ont annoncé vendredi le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation Julien Denormandie et son collègue chargé des Comptes publics Olivier Dussopt. "On prend des mesures exceptionnelles pour accompagner les agriculteurs face à des épisodes de sécheresse qui ne cessent de se répéter", a déclaré sur Franceinfo M. Denormandie.

Parallèlement, il a confirmé qu'à plus long terme, une "part significative" du volet agricole du plan de relance de l'économie devant être annoncé le 25 août sera consacrée à "l'adapta-

tion de nos cultures au changement climatique". "Pour tous les départements qui pourront relever de la calamité agricole", le ministre, qui a rendu visite à des exploitations en Haute-Garonne vendredi, a indiqué qu'il serait "très vigilant" afin que les agriculteurs concernés puissent en bénéficier. "Quand est-ce que cela se passe? A la fin de l'épave de sécheresse, on constate les conséquences des diminutions de rendement et on fait ces déclarations (...) qui donnent lieu ensuite à des accompagnements financiers", a-t-il expliqué.

Jusqu'à présent le ministère avait seulement donné son feu vert à l'utilisation des jachères pour nourrir le bétail dans 60 départements, et au décalage des dates de semis imposés par la politique agricole commune (PAC) dans 54 départements.

TUNISIE

Baisse de plus de 21% du PIB au 2^e trimestre 2020

Le Produit intérieur brut (PIB) de la Tunisie a diminué de 21,6%, au 2^e trimestre 2020, par rapport à la même période de 2019 et de 20,4% par rapport au premier trimestre de l'année en cours, indiquent les dernières données de l'Institut national des statistiques (INS).

L'économie tunisienne s'est contractée de 11,9% durant le premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019, selon l'Institut tunisien des statistiques.

La même source a relevé que le taux de croissance de l'économie tunisienne du premier trimestre 2020, qui était de -0,5%, a été révisé à la baisse, soit -2,2%.

KOWEÏT

Clôture de l'exercice 2019-2020 avec un déficit de 18 milliards de dollars (ministère des Finances)

Le Koweït a enregistré un déficit réel de 5,64 milliards de dinars (18,44 milliards de dollars) au cours de l'exercice 2019-2020, soit une augmentation de 69% par rapport à l'année précédente, selon le ministère des Finances.

Les revenus totaux ont baissé de plus de 16% au cours de l'exercice qui s'est terminé en mars pour s'établir à 17,22 milliards, a indiqué le ministère sur Twitter, tandis que les dépenses ont diminué de 3,2% à 21,14 milliards de dinars. Le Koweït exportatrice de pétrole oeuvre pour augmenter les caisses de l'Etat durement touchées par la crise sanitaire du coronavirus et les bas prix du pétrole.

Le pays transfère 10% de ses revenus annuels totaux à l'un de ses fonds souverains, le Future Generations Fund.

Au cours de l'exercice 2019-2020, le transfert s'est élevé à 1,72 milliard de dinars, ce qui signifie qu'avant le transfert, le déficit enregistré pour l'année était de 3,92 milliards de dinars, a indiqué le ministère.

Le gouvernement prévoit d'émettre entre 4 et 5 milliards de dinars (13 à 16 milliards de dollars) de dette publique d'ici la fin de l'année fiscale se terminant en mars 2021 si le Parlement approuve une loi sur la dette longuement débattue, selon un document gouvernemental évoqué par l'agence Reuters. La loi, qui a été officiellement soumise au Parlement le mois dernier, lui permettrait d'emprunter 20 milliards de dinars (65 milliards de dollars) sur 30 ans. Les législateurs ont demandé plus de visibilité à l'Etat sur l'utilisation des fonds et les mécanismes de remboursement étant donné la forte dépendance du gouvernement à l'égard des revenus pétroliers. Les revenus pétroliers représentaient 89% du total de l'exercice 2019-2020, a déclaré le ministère des Finances.

ÉTATS-UNIS

La production industrielle progresse de 3% en juillet

La production industrielle aux États-Unis a augmenté de 3% en juillet, en ligne avec les attentes mais moins fortement qu'en juin, selon les données publiées vendredi par la Réserve fédérale américaine (Fed).

Les analystes tablaient sur 2,9% de hausse. La hausse de juillet est certes moins importante que les 5,7% du mois de juin, mais cela reste un niveau soutenu. Malgré cela, elle reste inférieure de 8,2% à juin 2019. "La plupart des grands secteurs industriels ont enregistré des augmentations, bien qu'elles aient été beaucoup moins importantes que celles de juin", relève la Fed dans son communiqué.

En avril, sous l'effet des mesures de confinement qui avait fermé les usines et mis un frein à la consommation, elle avait plongé de 12,8%, sa plus forte baisse jamais enregistrée.

Dans le détail, en juillet, ce sont les voitures et pièces détachées automobiles qui enregistrent la plus forte hausse de production, +28,3%. A noter également que le secteur minier repart à la hausse après cinq mois consécutifs de recul, et avance de 0,8%.

SAISON ESTIVALE

Près de 100 policiers mobilisés à travers les plages d'Alger



Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont mobilisé quelque 100 policiers dotés de tous les moyens matériels et techniques ainsi que des brigades cyclistes et motorisées, répartis à travers 34 plages autorisées à la baignade qui seront ouvertes samedi aux estivants, a indiqué le chef du service de la sûreté publique par intérim, le Commissaire divisionnaire, Benarab Noureddine.

"Compte tenu de la grande affluente que connaîtront les plages d'Alger, les services de sûreté d'Alger ont mobilisé un total de 98 policiers dotés de tous les moyens matériels et techniques, outre des brigades cyclistes et motorisées, répartis à travers 34 plages autorisées à la baignade (5 circonscriptions administratives) relevant du territoire de compétence de la sûreté d'Alger et ce afin de garantir la sécurité, la sérénité et le confort des citoyens et d'être à leur service", a fait savoir le Commissaire divisionnaire, Benarab Noureddine dans une déclaration à la presse au niveau de la promenade des Sablettes.

"Ces formations sécuritaires ont été renforcées, cet été, par une brigade d'équie rénovée de la sûreté d'Alger, lancée à titre expérimental, et qui aura pour mission d'assurer la couverture sécuritaire des citoyens et de leurs biens dans le cadre de l'ouverture progressive des plages, des espaces de loisirs et de divertissement et des mosquées", a-t-il poursuivi.

Selon le même responsable, les services de sûreté d'Alger ont mis en place un plan sécuritaire et de prévention exceptionnel, parallèlement à l'ouverture progressive de ces espaces décidée par les autorités publiques.

Cette mesure s'inscrit en droite ligne avec la démarche graduelle et flexible pour la gestion de la crise sanitaire due à la pandémie du covid-19 à même de préserver la santé publique, de protéger les citoyens et leur permettre de profiter de leur vacances d'été dans les meilleurs conditions.

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger veilleront à l'application rigoureuse des mesures de protection, dont le port obligatoire du masque de protection, la distanciation physique avec la garantie des produits désinfectants, en sus de l'organisation des parkings et l'organisation du trafic routier.

Il sera procédé, en outre, à une coordination des efforts avec les différents partenaires pour durcir le contrôle des différentes activités au niveau des lieux concernés, notamment en ce qui a trait aux conditions de conservation des produits alimentaires périssables et l'interdiction de toute activité non autorisée sur la voie publique, pour éviter une éventuelle congestion du trafic routier, précise la même source.

Le responsable a appelé, dans ce sens, les citoyens au strict respect des gestes barrières pour préserver leur santé et celle de leurs proches en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle, rappelant les numéros verts 1548 et 104 et de secours 17 mis à leur disposition, ainsi que la page Facebook de la Sûreté de la wilaya d'Alger et l'application «Allo Chortax» qui permet au citoyen de signaler toute atteinte à sa sécurité ou ses biens.

EDUCATION - EXAMENS - PRÉPARATION

Lancement de l'élaboration des sujets des examens du BEM et du Baccalauréat

Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout, a donné jeudi le coup d'envoi officiel du processus de conception, d'élaboration et d'impression des sujets des examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat (session de septembre 2020).

Lors d'une visite d'inspection au siège de l'Office national des examens et concours (ONEC) à Kouba (Alger), le ministre a salué les efforts déployés par toutes les parties concernées (inspecteurs de l'Education nationale, cadres, enseignants et autres personnels) dans le cadre de la préparation des examens officiels, soulignant que d'énormes sacrifices étaient consentis pour mener à bien l'opération.

Il s'agit d'une mission délicate dans la conjoncture exceptionnelle que traverse notre pays en raison de la crise sanitaire mondiale, a-t-il dit, estimant que "ce sacrifice est un devoir national au service de notre Ecole mais aussi pour assurer la crédibilité de ces examens malgré la difficulté de l'isolement et du confinement



pour le personnel chargé de superviser l'élaboration et l'impression de sujets". Cette mise en quarantaine, qui durera 36 jours (12 h/jour) et qui s'étalera du 13 août courant jusqu'au 17 septembre 2020, exige du staff de faire preuve de responsabi-

lité, de rigueur, de sérieux et de concentration permanente, tout en appliquant le règlement intérieur du centre, a-t-il dit.

Dans ce cadre, le ministre a adressé un message pour rassurer les candidats à ces deux examens ainsi que leurs

parents, rappelant que «toutes les mesures préventives ont été prises, à travers un protocole sanitaire rigoureux élaboré pour préserver leur santé ainsi que celle de tout le staff qui veille à garantir la réussite de cet important rendez-vous éducatif».

Saluant les efforts que déploie l'Etat pour «assurer les moyens nécessaires à la préparation et au déroulement de ces deux examens», M. Ouadjaout a rappelé que les autorités publiques avec tous leurs différents dispositifs, veillent à assurer la crédibilité de ces examens.

Les épreuves du BEM se dérouleront du lundi 7 au mercredi 9 septembre 2020 et celles du Baccalauréat sont prévues du dimanche 13 au jeudi 17 septembre 2020.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION ET NOYADES
15 décès en 48 heures

Dix (10) personnes ont péri dans des accidents de la circulation survenus dans plusieurs wilayas du pays et cinq (5) autres sont mortes par noyade, durant les dernières 48 heures, indique samedi un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Outre les 10 personnes décédées dans des accidents de la route, 338 autres ont été blessées, précise la même source.

S'agissant des décès par noyade, deux (02) cas ont été enregistrés dans la wilaya de Chlef et concernent deux jeunes âgés de 32 et 25 ans, morts noyés à la plage dite Dechria, commune d'El Dahra, et deux (02) autres cas à Skikda (15 et 17 ans), dont les décès sont survenus au niveau des plages Larbi Ben M'hidi, commune de Felfila, et

de Remila, commune d'El Marsa. Le 3ème décès, celui d'un adolescent de 15 ans, est survenu dans une mare d'eau au lieu-dit Village El Maata, commune de Youb, ajoute-t-on. Par ailleurs et concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 102 opérations de sensibilisation à travers 25 wilayas (80 communes), portant sur la nécessité du respect du confinement et des règles de distanciation physique, en sus de 220 autres opérations de désinfection générale menées dans 30 wilayas (90 communes). Celles-ci, est-il détaillé, ont ciblé l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, sachant que les deux

opérations ont mobilisé 860 agents, tous grades confondus, 116 ambulances, 138 engins, ainsi que la mise en place des dispositifs de surveillance dans 24 sites d'hébergement destinés au confinement des citoyens rapatriés à travers 08 wilayas : Alger, Tizi-Ouzou, Mostaganem, Oran, Constantine, Boumerdes, Annaba et El Oued. Pour ce qui est du dispositif de lutte contre les incendies de forêts et récoltes, il a été enregistré, durant la même période de référence, 92 incendies, dont 43 de forêts, 21 de maquis, 15 d'herbes, et 16 autres de récoltes, ayant causé des pertes estimées à 1775 ha de forêts, 631 ha de maquis, 443 ha d'herbes, 1210 bottes de foin et 1005 arbres fruitiers, conclut la DGPC.

RÉOUVERTURE DES MOSQUÉES À CONSTANTINE
Nécessaire respect du protocole sanitaire préventif

Le secrétaire général de la wilaya de Constantine, Said Akhrout, a relevé vendredi, lors d'une réunion consacrée aux mesures prises pour la réouverture partielle des mosquées dans la wilaya, la nécessité de respecter le protocole sanitaire établi pour la prévention contre la propagation du Coronavirus (Covid-19). Le même responsable a mis en avant, au cours de la réunion à laquelle a pris part le directeur local des affaires religieuses, des imams et inspecteurs du secteur, le rôle "déterminant" des imams dans la sensibilisation des fidèles sur l'importance du respect du protocole sanitaire préventif. Il s'agit notamment d'effectuer l'ablution chez-soi, utiliser son propre tapis de prière, porter le masque sanitaire et respecter la distanciation physique. M. Akhrout a également appelé les

imams à faire participer les membres des commissions des mosquées dans la gestion de cette "situation exceptionnelle" et le travail de sensibilisation. Il a insisté que tout manquement au protocole sanitaire préventif peut entraîner une décision de réfermeture de la mosquée concernée.

Le SG de la wilaya a informé que le nombre de mosquées concernées par la décision de réouverture partielle à Constantine a été augmenté de 88 à 174, une décision prise après une étude approfondie et la prise en charge de quelques réclamations. Il a demandé aux citoyens à faire preuve de compréhension de la situation dictée par des considérations sanitaires qui empêchent la réouverture de toutes les mosquées. M. Akhrout a précisé que 76 mosquées seront rouvertes au

chef lieu de wilaya, 29 dans la commune d'El Khroub, 18 dans la commune de Hamma Bouziane, 14 autres à Didouche Mourad et 7 mosquées à Ain Smara, et Ibn Ziad. La décision de réouverture concerne aussi six (6) autres mosquées dans la commune d'Ain Abid, et celle d'Ouled Rahmoune et 5 à Zighoud Youcef et 4 à Ibn Badis et une mosquée à Beni Hmidane et Messaoud Boudjeriou. De son côté, le directeur local des affaires religieuses et des wakfs, Lakhdar Fanit, a indiqué qu'une vaste opération de désinfection et de marquage de sol dans les mosquées a été lancée appelant les fidèles au respect des mesures préventives pour lutter contre l'épidémie du coronavirus (Covid-19) après la réouverture des lieux de culte. La réouverture progressive des mosquées

s'inscrit dans le cadre de la décision du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune et concerne dans une première phase les mosquées dont la capacité d'accueil est supérieure à 1000 fidèles, rappelle-t-on. Ces lieux de culte resteront ouverts tous les jours de la semaine, excepté le vendredi où les fidèles seront accueillis uniquement pour les prières d'El-Assr, d'El Maghrib et d'El Ichaa, selon le dispositif sur l'ouverture "progressive et contrôlée" des mosquées, arrêté par le Premier ministre concernant les 29 wilayas soumises au confinement partiel à domicile.

A souligner qu'au cours de cette réunion, le débat a été axé sur la mise en œuvre du protocole sanitaire préventif et la gestion des mosquées en particulier.

CHLEF

Un réseau d'émigration clandestine démantelé

La brigade mobile de la police judiciaire de Boukadir (25km à l'ouest de Chlef) a démantelé un réseau spécialisé dans l'organisation de voyages clandestins (harraga) et arrêté quatre individus, indique vendredi un communiqué de la cellule d'information et de communication de la sûreté de wilaya.

Dans le cadre de la lutte contre le phéno-

mène de l'émigration clandestine, les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire de Boukadir ont démantelé un réseau spécialisé dans les voyages clandestins (harraga) et arrêté quatre individus âgés entre 24 et 30 ans, originaires tous de la région de Boukadir. Suite à l'exploitation de renseignements indiquant qu'un groupe de

jeunes procédait à la collecte de fonds en vue de préparer un voyage clandestin, et après la prise de toutes les procédures légales, ladite brigade a lancé des investigations et recherches ayant permis l'arrestation des individus en question et la saisie d'un zodiac trouvé en possession du principal instigateur de l'opération. Après consti-

tution du dossier des procédures pénales, les mis en cause ont été déferés devant les autorités judiciaires de Boukadir pour tentative de trafic d'émigrants en contrepartie d'un gain financier".

Le juge d'instruction a ordonné leur placement en détention provisoire.

FRONTIÈRES ET CONFINEMENT

Le monde redouble d'efforts pour contenir le Covid-19

Face à une résurgence de cas de nouveau coronavirus dans plusieurs pays, les efforts se multiplient dans le monde pour contenir la pandémie, le Royaume-Uni imposant une quarantaine à l'arrivée de France et l'Espagne renouant avec une série de restrictions.

Des centaines de milliers de vacanciers voient leurs projets bousculés par l'annonce du gouvernement britannique, nouvelle illustration d'un monde qui semble se refermer après les déconfinements du début de l'été. L'heure est désormais au masque obligatoire même à l'extérieur dans certaines villes d'Europe, voire dans tout le pays en Espagne.

Le nouveau coronavirus a tué plus de 755.000 personnes dans le monde et en a infecté plus de 21 millions, avec des conséquences économiques dramatiques, comme le montre la récession frappant la Pologne pour la première fois depuis la fin du communisme.

En Europe, le nombre des cas remonte ces dernières semaines mais, pour l'instant, pas le nombre des morts, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui s'inquiète d'un relâchement, notamment chez les jeunes. Déjà très touchée au printemps, l'Espagne



connait à nouveau une contagion galopante : 3.000 nouveaux cas deux jours de suite, des centaines de foyers détectés sur tout son territoire.

"Les sorties nocturnes" sont responsables, juge le gouvernement, qui a donc fermé les discothèques et les bars de nuit, restreint les horaires des

restaurants (fermeture à 01h00), mais aussi limité les visites en maison de retraite, interdit de fumer dans la rue et renforcé les contrôles de police.

Face à cette situation, l'Allemagne a classé l'Espagne, à l'exception des Canaries fort prisées des touristes alle-

mands, dans les pays à risque, rendant ainsi obligatoires quarantaine et test de dépistage pour ceux qui en reviennent.

Confronté lui aussi à une recrudescence des cas, le gouvernement britannique réimposera à partir de samedi 14 jours d'isolement aux voyageurs arrivant de France, des Pays-Bas et de Malte, un peu plus d'un mois après les en avoir exemptés. La Norvège, un des derniers bastions réfractaires au port du masque, a finalement recommandé vendredi son utilisation dans les transports publics à Oslo et dans ses environs aux heures de pointe. Les Etats-Unis demeurent le pays le plus endeuillé (167.253 morts), devant le Brésil (105.463), le Mexique (55.293) et l'Inde (48.040).

Inde, Etats-Unis et Brésil sont aussi les trois pays ayant enregistré le plus grand nombre de nouvelles contaminations ces sept derniers jours.

ONU - HYGIÈNE

2 écoles sur cinq dans le monde manquaient d'installations de base de lavage des mains en 2019 (ONU)

Selon un rapport de l'ONU, deux écoles sur cinq (43%) dans le monde n'avaient pas accès à des installations de lavage des mains de base avec du savon et de l'eau en 2019, une condition clé pour que les écoles puissent fonctionner en toute sécurité alors que la pandémie de COVID-19 sévit toujours dans le monde. Le rapport du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'Organisation mondiale de la santé publié jeudi a ainsi montré que près de 818 millions d'enfants n'avaient pas d'installations de base pour se laver les mains dans leurs écoles, ce qui les expose à un

risque accru de contracter le COVID-19 et d'autres maladies transmissibles.

Plus d'un tiers de ces enfants, soit 295 millions, vivaient en Afrique subsaharienne.

Dans les pays les moins avancés, sept écoles sur dix ne disposaient pas d'installations de base pour se laver les mains et la moitié des écoles ne disposaient pas d'installations sanitaires et de services d'eau de base, indique également le rapport, intitulé "Progrès en matière d'eau potable, d'installations sanitaires et d'hygiène dans les écoles".

Toujours selon le rapport, dans les 60 pays les plus exposés

au risque de crise sanitaire et humanitaire en raison du COVID-19, les trois quarts des enfants ne disposaient pas d'un service de lavage des mains de base dans leurs écoles au début de l'épidémie. De plus, la moitié de tous les enfants n'avaient pas accès à un service d'eau de base et plus de la moitié n'avaient pas d'installations sanitaires de base à leur disposition. Par ailleurs, dans l'ensemble, une école sur trois dans le monde avait un service d'eau potable limité ou pas de service d'eau potable du tout, tandis que près de 698 millions d'enfants ne disposaient pas d'installations sanitaires de base

dans leurs écoles. "Les fermetures d'écoles dans le monde depuis le début de la pandémie de COVID-19 ont présenté un défi sans précédent pour l'éducation et le bien-être des enfants", a de son côté déclaré Henrietta Fore, directrice générale de l'UNICEF, dans un communiqué de presse. "Nous devons donner la priorité à l'apprentissage des enfants."

Cela signifie veiller à ce que les écoles puissent rouvrir en toute sécurité, notamment avec un accès à l'hygiène des mains, à l'eau potable et à des installations sanitaires sûres", a-t-elle ajouté.

FRANCE

Un incendie endommage une salle de prières à Lyon

Un incendie, probablement d'origine criminelle, a légèrement endommagé dans la nuit de mercredi à jeudi une salle de prières à Lyon, le deuxième incident de ce type en une semaine ayant visé un lieu de culte musulman dans cette agglomération du centre-est de la France.

Cette nouvelle tentative a suscité une vive émotion dans la troisième ville française, où le préfet Pascal Mailhos a convié des représentants du culte musulman à "faire un point sur la sécurité et la sécuri-

sation des mosquées". Le Conseil des Mosquées du Rhône - le département dont Lyon est le chef-lieu - a ainsi appelé au rassemblement vendredi devant la salle sinistrée, pour dire "Non à la Haine". L'incident a aussi fait réagir le gouvernement, le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin promettant sur Twitter de "protéger la liberté de culte" contre les "actes antimusulmans, antisémites, antichrétiens". La porte de la salle de prières Essalam, située dans un petit ensemble de logements

sociaux récemment rénovés, a été noircie par le feu. Le sinistre s'est déclenché à 02h16 (00h16 GMT), selon le parquet qui a confirmé "privilégier l'hypothèse criminelle". Le secrétaire général de la mosquée Abderrazak Chenini a annoncé son intention de porter plainte.

Vendredi dernier, un local annexe de la salle de prières de Bron, en proche banlieue de Lyon, avait été endommagé par un incendie probablement d'origine criminelle, selon le parquet.

FRANCE

Le corps d'une plongeuse retrouvé "au pied" d'une épave au large de Dunkerque

Le corps d'une plongeuse, qui pourrait être celui d'une ressortissante belge disparue depuis septembre après une sortie de loisirs, a été retrouvé mardi au large de Dunkerque (nord de la France) "au pied" d'une épave, ont rapporté vendredi, des médias, citant une source judiciaire. Le corps

retrouvé par des plongeurs mardi "pourrait correspondre à celui de cette dame", mais il faut attendre les résultats dans les prochains jours de l'autopsie et des prélèvements ADN pour une identification "formelle", a indiqué le parquet de Dunkerque, confirmant une information du journal La Voix du Nord. En sep-

tembre 2019, un couple de plongeurs belges avait disparu lors d'une sortie en mer.

Selon La Voix du Nord, ils étaient partis, avec leur palanquée, de Nieuport (Belgique) pour explorer une épave gisant à 35 mètres de fond, à la limite des eaux territoriales belges et françaises. Les enquêteurs de la gen-

darmerie maritime française ignorent pour l'instant pourquoi ils n'ont pas pu remonter à la surface. Le corps du plongeur n'a pas été retrouvé pour l'instant. Une fois l'identité de la plongeuse confirmée, le parquet de Dunkerque pourra se dessaisir au profit du parquet de Bruges.

SUISSE

Les touristes de 19 pays hors Schengen échappent à l'interdiction d'entrée

Les touristes de seulement dix-neuf pays hors de l'espace de Schengen pourront entrer en Suisse à partir de dimanche, selon une liste actualisée vendredi par les autorités suisses. En juin, la Suisse a rouvert ses frontières sans contrôles aux Etats Schengen et rétabli la libre circulation des personnes avec les pays membres de l'Union européenne (UE) notamment, qui ne sont plus considérés comme des pays "à risque". Certains travailleurs d'"Etats tiers" sont également devenus admissibles mais pas les touristes car les entrées en provenance d'un pays "à risque" pour des séjours sans autorisation de moins de 90 jours continuent de n'être accordées qu'"en cas d'absolute nécessité". En vertu de la dernière ordonnance du Département Fédéral de Justice et Police, qui entre en vigueur le 16 août à 00h00, tous les Etats en dehors de l'espace Schengen sont considérés "à risque" à 19 exceptions près : Andorre, l'Australie, la Bulgarie, le Canada, Chypre, la Corée du Sud, la Croatie, la Géorgie, l'Irlande, le Japon, Monaco, la Nouvelle-Zélande, la Roumanie, le Rwanda, Saint-Martin, le Saint-Siège, la Thaïlande, la Tunisie et l'Uruguay. Pour les pays qui ne sont pas considérés à risque, l'entrée ne fait plus l'objet de restrictions liées au nouveau coronavirus.

Leurs ressortissants peuvent toutefois faire l'objet d'une quarantaine à l'arrivée, comme cela a été imposé la semaine dernière aux voyageurs en provenance d'Espagne.

CORÉE DU NORD - INONDATIONS

Kim Jong Un refuse toute aide extérieure de crainte du Covid-19

Kim Jong Un, dirigeant suprême de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), a déclaré que bien que son pays ait subi de graves dommages lors de récentes inondations, il n'acceptera pas d'aide extérieure en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, a rapporté vendredi l'agence officielle KCNA.

Cette décision a été prise jeudi lors de la 16e réunion du Bureau politique du 7e Comité central du Parti des travailleurs de Corée (PTC) consacrée aux moyens de réparer les graves dégâts causés par les inondations à la fois à la population et aux terres agricoles, a-t-elle ajouté. L'aggravation de la situation du coronavirus dans le monde entier appelle à une fermeture plus stricte des frontières, à des mesures de prévention antivirales plus sévères et à ne pas autoriser une quelconque assistance extérieure pour les dégâts causés par les inondations", a dit M. Kim cité par KCNA.

Selon l'agence, plus de 39.000 hectares de rizières ont été endommagés par les inondations, tandis que 16.680 maisons et 630 bâtiments publics ont été inondés ou détruits dans le pays. "C'est un moment crucial où notre Parti doit être responsable de leurs conditions de vie et nous devons nous rapprocher d'eux pour partager leur douleur et soulager leurs souffrances", a déclaré M. Kim, soulignant la nécessité de restaurer rapidement les zones touchées par les inondations.

CHINE

Plus de 500 kgs de drogue saisis dans le nord

La police de la région autonome de Mongolie intérieure, dans le nord de la Chine, a arrêté cinq suspects et saisi plus de 500 kg de drogue lors d'une récente opération de lutte contre le trafic de drogue, ont déclaré les autorités locales. Début avril, après avoir appris qu'un suspect avait expédié de la caféine depuis la province chinoise du Shanxi (nord) vers la ville de Baotou, la police locale a envoyé une équipe spéciale pour enquêter. En mai 2020, la police a arrêté cinq suspects et saisi 502,79 kg de drogue. Une enquête approfondie sur cette affaire est en cours.

S A N T É - A L G É R I E

CHU DE CONSTANTINE Réhabilitation du réseau de distribution d'oxygène aux urgences

Les travaux de réhabilitation du réseau de distribution de l'oxygène médical du service Ibn Sina du Centre hospitalo-universitaire, CHU- Dr Benbadis de Constantine, ont été achevés, a affirmé vendredi la directrice des activités médicales et paramédicales, Dr Lynda Chakmak.

"Lancés depuis quelques jours et confiés à une entreprise privée qualifiée, ces travaux sont inscrits dans la cadre des mesures prises par le chef de l'exécutif, Ahmed Abdelhafid Saci" a précisé à l'APS, la même responsable, relevant que la surconsommation de l'oxygène médical, générée par la crise du Covid-19, a mis à nu la vétusté des réseaux de distribution de ce produit vital dans la prise en charge des patients.

La priorité dans la réhabilitation des réseaux d'oxygène a été donnée au service Ibn Sina, "un bloc névralgique du CHU de Constantine activant à plein temps et assurant des activités d'urgence" a encore détaillé la praticienne Fort de 87 lits dont 31 réservés aux soins intensifs, le service Ibn Sina qui dispose également de 7 lits de réanimation de haute technologie accueillera "dès cette semaine" les malades nécessitant une réanimation et ceux hospitalisés au service de la médecine interne dont les cas atteints du Covid-19, a souligné Dr Chakmak Elle a dans ce sens ajouté que le procédé permettra d'entamer les travaux de réparation du réseau d'alimentation en oxygène médical au service de la médecine interne, considéré lui aussi comme "la colonne vertébrale" du CHU.

Les travaux de réparation du réseau d'approvisionnement en oxygène médical se poursuivront et cibleront "ultérieurement" le service de pneumologie puis tous les autres services du CHU, a fait savoir le docteur Chakmak, relevant l'état de dégradation et d'insalubrité du réseau de fluides médicaux réalisés, il y a une centaine d'années et "qui n'a jamais fait objet d'opération d'entretien ou de réparation".

A ce titre, la même responsable a indiqué que les failles de ce réseau sont apparues avec la crise du coronavirus dont les soins nécessitent une oxygénothérapie, rappelant que le CHU-Dr Benbadis a accueilli, depuis le début de la pandémie du Covid-19, les cas critiques notamment ceux présentant des comorbidités graves et chroniques.

Le constat technique établi par l'entreprise chargée de la réhabilitation du réseau d'oxygène médical du CHU fait état "de l'existence d'un réservoir de 1.000 litres hors service depuis plusieurs mois, faute de pièces de rechanges, et de régulateurs dans des services et centrales à bouteilles également hors d'usage".

Ces "failles" avaient mis à rude épreuve le professionnalisme du personnel soignant du CHU, la seule structure de santé qui prend en charge les cas graves du Covid-19 tout en assurant les autres activités d'interventions médicales et chirurgicales, a souligné le docteur Chakmak, affirmant "qu'aucun incident n'a été signalé durant cette situation de crise aggravée par le déficit en oxygène médical".

La même responsable a fait état dans ce contexte de 1.829 cas de coronavirus pris en charge au CHU depuis l'apparition de l'épidémie.

Le CHU de Constantine consomme quotidiennement pas moins de 80.000 litres d'oxygène, un volume des plus importants à l'échelle nationale, a-t-on affirmé, précisant que les réparations menées sur le réseau d'alimentation en oxygène médical permettra "d'assurer les soins de 80 malades atteints du Covid sans interruption ou baisse de pression dans une seule solution (une seule conduite d'amenée d'oxygène (ndlr)".

477 nouveaux cas, 304 guérisons et 10 décès

Quatre cent soixante-dix-sept (477) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 304 guérisons et 10 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué vendredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 37.664 dont 477 nouveaux cas, soit 1,1 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, et celui des décès à 1351 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 26.308, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

En outre, 17 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas, durant les dernières 24 heures, 13 wilayas ont enregistré entre 1 et 9 cas, alors que 18 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 46 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar. Enfin, le même responsable



a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hy-

giène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques. Il a

aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

COVID-19

Djerad : "un protocole sanitaire préventif dans les établissements scolaires, universitaires et de formation"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a fait état, jeudi à Alger, de la mise en place d'un protocole sanitaire préventif contre la Covid-19 au niveau de tous les établissements scolaires, universitaires et de formation professionnelle, en prévision de la prochaine rentrée sociale afin de "rassurer les élèves et leurs parents" quant à la reprise des cours.

Dans son allocution à la clôture des travaux de la rencontre Gouvernement-walis, M. Djerad a mis l'accent sur l'impératif de veiller à la bonne organisation de la rentrée scolaire et des examens nationaux (BEM et BAC), annonçant la mise en place, lors de la prochaine rentrée sociale, d'un protocole sanitaire préventif au niveau de l'ensemble des établissements scolaires et universitaires ainsi que des centres de formation profession-

nelle en vue de "rassurer les élèves et leurs parents".

A ce propos, le Premier ministre a appelé à "la mobilisation" de tous les moyens humains et matériels pour réussir la prochaine rentrée scolaire.

Evoquant la lutte contre la Covid-19, M. Djerad a annoncé la mise œuvre prochaine d'un programme nationale de dynamisation du système sanitaire, soulignant l'impératif renforcement des mesures préventives et du stock national d'équipement de prévention et de réanimation. Il a appelé, par ailleurs, à mettre à profit les méthodes de solidarité nationale à travers laquelle le peuple algérien, par sa mobilisation face à la pandémie, a donné des leçons à ceux qui parlent de fossé entre lui et les pouvoirs publics. M. Djerad a insisté, dans ses orientations aux



walis et membres du Gouvernement, sur la consécration d'un Etat de droit et de loi "qui protège les droits, les libertés et la dignité du citoyen".

HÔPITAL MÈRE-ENFANT DE SÉTIF

Ablation d'une tumeur de 20 kg de l'utérus d'une quinquagénaire

Une intervention chirurgicale d'ablation d'une imposante tumeur cancéreuse pesant 20 kg de l'utérus d'une quinquagénaire a été réalisée avec succès au cours des dernières 24 heures a-t-on appris jeudi, des responsables du Centre hospitalo-universitaire, CHU-Mohamed Abdenour

Saadna. L'opération a été effectuée par une équipe médicale et paramédicale, dirigée par les docteurs Fouzia Belounès, Meriem Kerache et Anissa Belkheir au service de gynécologie obstétrique de l'hôpital mère et enfant d'El Baz (Ouest de Sétif), a déclaré à l'APS, Mme Rima

Boussouar, chargée de communication au CHU Mohamed Abdenour Saadna dont relève l'hôpital.

L'intervention d'ablation de cette tumeur abdomino-pelvienne maligne due à une carcinose péritonéale a duré trois heures, a précisé Kheireddine

Chaalal, chef du service interventions à l'hôpital mère-enfant qui a ajouté que "cette ablation est une première du genre par le poids de la tumeur, à l'hôpital mère-enfant".

La patiente, âgée de 54 ans se trouve actuellement "en très bon état de santé", a assuré M. Chaalal.

COVID-19

Unilever Algérie fait don de sept respirateurs à trois hôpitaux d'Oran

La société Unilever Algérie a fait don de sept (7) respirateurs au profit de trois hôpitaux d'Oran dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, a indiqué, samedi cette entreprise dans un communiqué.

Ces sept respirateurs ont été remis au Centre hospitalier universitaire d'Oran, à l'Hôpital El Mohgoun et à l'Etablissement hospitalier spécialisé de Canastel, a relevé Unilever l'un des leaders mondiaux sur le marché des



produits de grande consommation.

Le directeur général de Unilever Algérie, Hamid Boumesbah a souligné que ce don d'équipement médical s'inscrit dans le cadre des nombreux efforts consentis par Unilever Algérie depuis le début de la pandémie".

En Algérie, Unilever dispose d'un site de production à Oran ainsi que d'un bureau commercial à Alger.

PANDEMIIE DE CORONAVIRUS

BILAN DE LA PANDÉMIE 760.739 morts dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 760.739 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles hier.

Plus de 21.242.070 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 12.988.000 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Sur la journée de vendredi, 6.207 nouveaux décès et 287.155 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.289 nouveaux morts, le Brésil (1.060) et l'Inde (996). Les Etats-Unis



son le pays le plus touché, avec 168.446 décès pour 5.314.021 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Au moins 1.796.326 personnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 106.523 morts pour 3.275.520 cas, le Mexique avec

55.908 morts (511.369 cas), l'Inde avec 49.036 morts (2.526.192 cas), et le Royaume-Uni avec 41.358 morts (316.367 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 86 décès pour 100.000 habitants, suivi par le Pérou (78),

l'Espagne (61), le Royaume-Uni (61), et l'Italie (58).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 84.808 cas (22 nouveaux entre vendredi et samedi), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 79.519 guérisons.

L'Amérique Latine et les Caraïbes totalisaient samedi à 11h00 GMT 237.791 décès pour 6.024.075 cas, l'Europe 209.826 décès (3.483.014 cas), les Etats-Unis et le Canada 177.502 décès (5.435.435 cas), l'Asie 78.347 décès (3.868.649 cas), le Moyen-Orient 31.780 décès (1.307.456 cas), l'Afrique 25.081 décès (1.098.312 cas), et l'Océanie 412 décès (25.136 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

INDE 3 vaccins contre le COVID-19 à différentes phases d'essai

Le Premier ministre indien Narendra Modi a annoncé samedi que trois vaccins contre le COVID-19 en étaient à différentes phases d'essai dans le pays et que l'Inde allait renforcer ses infrastructures pour une production de masse une fois ces nouveaux vaccins prêts. S'adressant à la nation à l'occasion du 74e Jour de l'Indépendance devant les remparts du Fort Rouge, un monument historique de la capitale New Delhi, il a exprimé l'espoir que le pays gagnera la lutte contre le virus. "C'est prête notre feuille de route pour apporter le vaccin Corona à tous les Indiens dans les plus brefs délais", a déclaré M. Modi. L'Inde est le quatrième pays le plus touché par le nouveau coronavirus en terme de nombre d'infections. Le nombre total de cas d'infection confirmés a dépassé les 2,5 millions, atteignant 2.526.192, tandis que le nombre total de décès s'élève à 49.036, selon les données publiées samedi par le ministère de la Santé.

GB-VIRUS Le Royaume-Uni a sécurisé au total 340 millions de doses de vaccins

Le gouvernement britannique a désormais sécurisé au total 340 millions de doses de vaccins contre le Covid-19 après avoir annoncé vendredi des accords avec les laboratoires américains Johnson & Johnson et Novavax portant sur 90 millions de doses.

Johnson & Johnson, via sa filiale belge Janssen Pharmaceutical, va fournir 30 millions de doses, et Novavax 60 millions, dans le cas où ces deux vaccins en cours de développement verraient le jour, selon un communiqué du ministère britannique chargé des Entreprises. Le Royaume-Uni va en outre cofinancer un essai clinique dans le monde pour le vaccin mis au point par Johnson & Johnson. Les vaccins pourraient être livrés mi-2021 au Royaume-Uni et seraient destinés en priorité aux populations les plus exposées, comme les travailleurs dans le secteur médical, les minorités ethniques, les adultes avec des pathologies graves et les personnes âgées, précise le gouvernement. Il s'agit des cinquième et sixième accords de ce type pour le Royaume-Uni après ceux avec Sanofi/GSK, AstraZeneca, Valneva et celui avec BioNTech/Pfizer. Le projet d'AstraZeneca, associé à l'université d'Oxford, est parmi les plus avancés et les plus prometteurs au monde, avec des résultats d'essais de phase 3 auprès de milliers de personnes attendus dès septembre. Le nombre de doses sécurisées par le pays dépasse largement la population britannique (66 millions d'habitants), mais il est trop tôt pour dire si les vaccins en développement fonctionneront et, en cas de succès, combien de doses seront nécessaires pour vacciner une même personne. "Comme nous ne savons pas si un de ces vaccins va marcher, il est important de répartir le risque", explique Kate Bingham, responsable de la "task force" britannique sur les vaccins.

UNION EUROPÉENNE Un premier accord pour acheter un potentiel vaccin

L'Union européenne (UE) a atteint vendredi un premier accord pour acheter un potentiel vaccin contre la pandémie de COVID-19 une fois qu'il sera avéré sûr et efficace, a déclaré la Commission européenne dans un communiqué de presse. Cet accord, conclu avec la compagnie pharmaceutique AstraZeneca, garantirait l'achat d'au moins 300 millions de doses au nom des Etats membres de l'UE. Le produit pourrait également être donné aux pays à revenus bas ou moyens ou redirigé vers d'autres pays européens, selon le communiqué. Cet accord d'achat anticipé a été conclu après des semaines de négociation avec AstraZeneca, selon Stella Kyriakides, commissaire européenne à la Santé et à la Sécurité alimentaire. Selon elle, des travaux sont en cours pour ajouter d'autres candidats à une vaste offre de vaccins européens. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a décrit cet accord comme la "première pierre" de la mise en place de la stratégie de vaccination, qui permettrait l'accès aux vaccins aux Européens et à leurs partenaires mondiaux.

FRANCE - COVID-19 2.669 cas en 24h, le plus important pic depuis le 11 mai

Avec 2.669 nouvelles contaminations en l'espace de 24 heures, la progression du coronavirus en France est au plus haut depuis la fin du confinement, montrent les chiffres publiés jeudi par l'agence Santé publique France (SPF), qui note toutefois que le nombre de patients hospitalisés continue lui de baisser. Au total, 209.365 contaminations ont été recensées depuis le début de l'épidémie et 30.388 personnes sont décédées du Covid-19, soit 18 de plus que mercredi, montrent les chiffres de SPF. Il faut

remonter au 27 avril pour trouver trace d'une augmentation des cas plus sévère sur une journée. Et après les 2.524 cas supplémentaires enregistrés mercredi, la situation se maintient à des niveaux jamais atteints depuis la levée progressive du confinement, le 11 mai dernier. Sur une semaine, cette reprise épidémique qui inquiète les autorités sanitaires et les pouvoirs publics se traduit par l'apparition de 1.962 nouveaux cas par jour en moyenne, contre un peu moins de 600 sur les 21 premiers jours de juillet. Pour ce

qui est des hospitalisations en revanche, les statistiques continuent globalement de refluer. La France compte jeudi dans ses hôpitaux 4.864 patients atteints d'une infection Covid-19 contre 4.891 mercredi, soit 27 patients de moins en 24 heures.

La direction générale de la santé note cependant que les nouvelles admissions à l'hôpital (+201 en une journée) et en réanimation (+25) sont en hausse.

"Les indicateurs de suivi de l'épidémie sur le territoire national continuent de se dégrader. Le nombre de nou-

veaux cas confirmés de Covid-19 augmente régulièrement de même que le nombre des admissions hospitalières", souligne la DGS dans son point quotidien, appelant à redoubler d'efforts pour éviter une reprise épidémique. Le gouvernement français, qui a déjà pris une série de mesures dont la promotion de la généralisation du port du masque pour tenter d'éviter une reprise de l'épidémie, travaille également à adapter les protocoles en vigueur dans les entreprises pour préparer la rentrée.

ETATS-UNIS - VIRUS

Les Etats-Unis "insuffisamment préparés" à "la plus grande crise sanitaire" du siècle

Les Etats-Unis étaient "insuffisamment préparés" à "la plus grande crise sanitaire ayant frappé la nation depuis un siècle", a déclaré Robert Redfield, directeur du Centre de contrôle et de prévention des maladies des Etats-Unis (CDC), alors que le pays est le plus affecté au monde par le COVID-19.

Les "dommages collatéraux" de la pandémie sont rendus visibles par le fait que les responsables sanitaires ont dû se détourner de façon disproportionnée du

traitement du sida, de l'hépatite C et d'autres maladies, a-t-il indiqué dans un entretien accordé mercredi au directeur médical de WebMD, John Whyte.

Le nouveau coronavirus, qui a contaminé plus de 5,3 millions de personnes et provoqué plus de 168.000 décès aux Etats-Unis, a mis en évidence de nombreuses faiblesses dans le système de santé américain.

"Dans certains Etats, il n'y a que 40, 30, 20 personnes chargées de rechercher les

contacts", a noté M. Redfield. "Ce pays n'a vraiment pas investi dans les capacités de base de la santé publique." "Il est temps d'investir dans la santé publique, (...) l'analyse de données est prédictive, la résilience des laboratoires publics, notre personnel de santé public", a-t-il souligné.

"Nous devons nous assurer, pour nos enfants et petits-enfants, que cette nation ne soit plus jamais insuffisamment préparée à une crise de santé publique", a déclaré M. Redfield.

Etats-Unis : des scientifiques préoccupés par une modification "abrupte" du système de déclaration des données

Un groupe de conseillers en santé publique auprès du gouvernement américain a exprimé ses graves préoccupations envers la décision de l'administration du président Donald Trump de modifier la façon dont les hôpitaux communiquent les données sur le COVID-19, a rapporté vendredi CNN.

Une trentaine de membres actuels et anciens du Comité consultatif sur les pratiques de contrôle des infections dans les soins de santé ont fait part de

leur préoccupation dans une lettre adressée au ministère de la Santé et des Services sociaux (HHS), a indiqué la chaîne sur son site.

"Nous sommes extrêmement préoccupés par ce changement abrupt dans les déclarations sur le COVID-19", écrit ce groupe d'experts indépendants qui donne des conseils au HHS et au Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC) sur les pratiques et les stratégies de contrôle des infections, selon

CNN. "A l'avenir, il sera encore plus difficile d'effectuer des comparaisons significatives entre les Etats et de comprendre quelles stratégies d'atténuation du COVID-19 ont été couronnées de succès (ou ont échoué)", disent ces experts dans la lettre datée du 31 juillet.

Le HHS a publié une note sur son site web le mois dernier, disant que l'administration Trump avait ordonné aux hôpitaux de communiquer toutes les informations sur les patients atteints de COVID-19 au minis-

tère, au lieu de les communiquer à la fois au HHS et au CDC comme auparavant, selon CNN.

Ce nouveau système de remontée des données a rapidement suscité des critiques de la part de responsables de la santé publique, selon la chaîne d'information.

L'ancien directeur par intérim du CDC, Richard Besser, a ainsi jugé qu'il s'agissait là d'un "pas en arrière" pour la réponse américaine au nouveau coronavirus et d'un nouvel exemple de mise à l'écart du CDC".

COLORATION DES CHEVEUX LE STRESS EST À L'ORIGINE DES CHEVEUX BLANCS

Des chercheurs de l'Université d'Harvard ont découvert pourquoi les personnes stressées ont plus de cheveux blancs que les autres. Zoom.

L'adage ne dit-il pas "ne te fais pas de cheveux blancs !" pour inviter quelqu'un à être moins anxieux ? Une étude de l'Université d'Harvard (aux États-Unis) vient de confirmer ce que la sagesse populaire savait déjà : le stress est (en partie) responsable de l'apparition des cheveux blancs chez l'Homme.

Les chercheurs américains (qui ont publié leurs travaux dans la revue spécialisée Nature) ont travaillé avec un groupe de souris pour tenter de découvrir un potentiel lien entre le stress et le blanchiment des cheveux.

LE STRESS "VIDE LE RÉSERVOIR" DES CELLULES RESPONSABLES DE LA COLORATION DES CHEVEUX

Si les premières études se sont concentrées sur une hypothèse immunitaire (des chercheurs pensaient que le stress entraînait une réponse immunitaire disproportionnée entraînant la destruction des cellules responsables de la production de pigments) puis sur une hypothèse hormonale (des chercheurs pensaient que l'hormone du stress, le cortisol, était responsable de la dépigmentation capillaire), les scientifiques ont finalement réussi à découvrir le pot aux roses.

Que se passe-t-il lorsqu'on subit un stress prolongé ? Les chercheurs ont découvert qu'en situation de stress, le système nerveux sympathique (responsable



de "l'excitation" des organes et de la réponse fuite/combat) sécrète une substance - appelée noradrénaline ou norépinéphrine. Or, ce processus entraîne une stimulation excessive des cellules souches

responsables de la formation des cellules responsables de la coloration des cheveux.

Problème : si les situations de stress se répètent, le "réservoir" de cellules contribuant à la pigmentation capillaire s'amenuise de façon prématurée... et les cheveux, qui ne peuvent plus être colorés, blanchissent. **COVID 1** Moralité : pour se protéger contre les cheveux blancs, il faut impérativement déstresser...

LES INFECTIONS VIRALES POURRAIENT ACCÉLÉRER L'ARRIVÉE DES CHEVEUX BLANCS

Des chercheurs américains ont découvert un lien entre l'activation du système immunitaire et l'apparition des cheveux blancs. Plus le corps est confronté à des infections, plus les cellules produisant les pigments des cheveux disparaissent.

Certains découvrent leur premier cheveu blanc à l'âge de 15 ans, d'autres à 40 ans. Nous savons qu'il y a une part de génétique et de temps qui passe, mais si ce n'étaient pas les seules raisons ? Des chercheurs du National Institutes of Health et de l'université d'Alabama de Birmingham, aux États-Unis, ont découvert que notre système immunitaire jouerait un rôle important dans le grisonnement de nos cheveux. Les résultats de leur recherche sont parus dans la revue PLOS Biology.

ans le bulbe de nos cheveux se trouve des mélanocytes, des cellules produites par des cellules-souches mélanocytaires. Les mélanocytes fabriquent de la mélanine qui donne de la couleur à nos cheveux. Ce sont également ces mêmes cellules qui colorent notre peau.

Lorsqu'un cheveu tombe, les cellules-souches vont fabriquer de nouveaux mélanocytes pour le nouveau bulbe, appelé aussi follicule. Avec l'âge, les cellules-souches cessent de fonctionner et nos cheveux re-

poussent sans pigmentation, ils deviennent donc gris ou blancs. Mais quel est le lien avec le système immunitaire ?

TROP D'INTERFÉRONS NUISENT À NOS MÉLANOCYTES

Notre système immunitaire est constamment en train de se battre contre les virus et les bactéries, incitant les cellules menacées à produire des molécules appelées interférons. Ces molécules permettent d'indiquer aux autres cellules qu'il faut activer les mécanismes empêchant la répllication des virus et bactéries, et également d'appeler les cellules « soldat » qui protègent notre corps en se débarrassant des intrus. Les chercheurs ont découvert qu'un excès d'interférons affectait une certaine protéine, appelé MITF, nécessaire à la bonne fonction des mélanocytes.

Les chercheurs ont observé que lorsqu'une souris voyait son système immunitaire activé, il en découlait une perte importante de mélanocytes et de cellules-souches mélanocytaires, et donc l'apparition d'un nombre important de poils gris. Cette réaction pourrait expliquer pourquoi des personnes développent des cheveux blancs assez tôt, surtout s'ils ont été exposés à de nombreuses infections depuis



l'enfance. D'autres études sont nécessaires pour comprendre les mécanismes sous-jacents et savoir s'il se passe la même chose chez l'homme. Mais les scientifiques espé-

rent que leurs recherches leur permettraient d'en savoir plus sur les maladies altérant la dépigmentation, telle que le vitiligo, qui affecte les pigments de la peau.

Premiers cheveux blancs, je fais quoi ?

Chez certaines, le premier fil blanc apparaît à l'adolescence. D'autres ne grisonnent pas avant 50 ans. Si vous assumez sans complexe de voir votre cheveu s'éclaircir, vous serez pile-poil dans la tendance, qui est au naturel. Mais une chevelure poivre et sel exige beaucoup d'entretien et ne supporte pas la médiorité. Les cheveux blancs, poreux, ont besoin de plus de soins que ceux ayant encore des pigments.

Avantage aux bruns qui possèdent naturellement un reflet argenté, alors que les blonds jaunissent en blanchissant. Côté style, le gris est plutôt réservé aux cheveux épais, avec une coupe toujours impeccable et sur un maquillage soigné. Sinon, il faut opter pour une solution qui permette de les masquer.

C'est avant tout une question de budget et de temps. Rien ne sert de passer du matin et les conseils d'un coiffeur. Mais, à raison d'une coloration par mois (le délai de repousse des racines), il se peut que vous préfériez réaliser votre couleur chez vous. Heureusement, les désagréments des premières générations de produits (forte odeur, application difficile) ont disparu. Cependant, l'idéal est de pouvoir alterner, ne serait-ce que pour être autonome pendant les vacances, sachant que vous n'obtiendrez jamais le même effet que dans un salon.

>> A lire aussi : Coloration : quelle est la meilleure technique pour vous ? Pour un simple camouflage, le mieux est d'adopter une solution fugace, qui peut couvrir des chevelures ayant 30 % de cheveux blancs. Il s'agit d'un dépôt de couleur sans effet, qu'on choisit dans des tons basiques, qui va couvrir les cheveux blancs en transparence et aura l'air d'être une dizaine de shampooings», souligne Dominique Klein,

responsable de la formation chez Oréal. Mais si vous souhaitez modifier votre couleur, cheveux blancs ou pas, il vous faudra passer par la case coloration. Selon Isabelle Leroy, responsable chez Camille Albano, la coloration naturelle est la solution idéale pour couvrir les premiers cheveux blancs.

«En salon, nous utilisons des colorants à base de composants alimentaires, un mélange plantes (type henné) et d'eau chaude, qui apportent des reflets en transparence et de la lumière.» >> A lire aussi : Coloration : les dernières nouveautés

«Il s'agit d'un phénomène génétique, qui s'appelle la canitie et apparaît quand le réservoir pigmentaire du bulbe du cheveu se tarit», explique le Dr de Gourzac, médecin esthétique. Résultat : si le cheveu ne reçoit plus de pigment lors de sa conception, il pousse blanc. C'est une conséquence naturelle de l'arrêt ou de la diminution de production de mélanine par les mélanocytes. Si vous avez des cheveux blancs, vous pouvez les enlever à la pince à épiler. Mais une fois le processus de blanchiment enclenché, rien ne peut l'arrêter.

COMMENT PRÉSERVER LE BLANC DE VOS CHEVEUX

Les cheveux blancs, c'est joli à condition qu'ils soient vraiment blancs ou gris. Or, il n'est pas rare qu'ils tirent vers le jaune. Nos conseils pour vous aider à conserver leur blancheur.

Dépourvus de mélanine, les cheveux blancs sont particulièrement sensibles à la chaleur, aux conditions climatiques et extérieures mais aussi aux pigments au point de prendre parfois des couleurs indésirables.

Vulnérables au soleil

Le cheveu se compose à plus de 15% d'acides aminés. En s'altérant, ces derniers laissent apparaître des molécules jaunes provoquant des reflets de cette même couleur. Ce jaunissement peut être aggravé par l'usage de sècheirs et de fers à friser, ou à l'issue de températures excessives. Trop chauds, ils abiment les cheveux, et plus particulièrement les cheveux blancs qui sont non pigmentés. Pour éviter ces désagréments, modérez la température de vos appareils électriques de coiffage.

Croire que parce qu'ils sont blancs, ils ne craignent plus rien serait une erreur. Les cheveux blancs sont particulièrement vulnérables au soleil, autre source importante de jaunissement. Les rayonnements solaires, mais aussi l'eau de mer et l'eau chlorée, abîment la kératine du cheveu. Il est donc essentiel de les rincer aussitôt après un bain en mer ou en piscine et de les protéger des UV. Pour ce faire, optez pour des soins solaires riches en antioxydants (vitamine E) spécialement formulés pour les cheveux. Huile, fluide, gelée solaire... les rayons offrent aujourd'hui un vrai choix de texture. Enfin, l'emploi régulier d'un shampooing pour cheveux argentés vous permettra d'entretenir un blanc bien blanc.

Au secours ! Des reflets bleus ou violets !

Les cheveux blancs sont plus sensibles que les autres aux pigments d'où l'intérêt d'employer des shampooings pour cheveux blancs. Enrichis en pigments de



couleur violette, ils neutralisent aisément le jaune et rendent les cheveux plus blancs. Mais attention ! Ce jeu de couleurs peut mal virer en cas de mauvaise utilisation, autrement dit si l'on applique un tel shampooing trop souvent et/ou trop longtemps. Le cheveu se charge alors excessivement en pigments et se teinte de reflets... bleutés. Moralité ? Respectez à la fois la fréquence d'utilisation et le temps de pause de votre shampooing pour cheveux

blancs. Vous éviterez ainsi bien des surprises dans votre quête du blanc.

Haïte à la sécheresse !

Souvent plus secs, moins brillants et plus sensibles que leurs homologues naturellement pigmentés, les cheveux blancs sont des cheveux vieillissants et anémiques, qui nécessitent des soins adaptés. Alternez avec un shampooing pour cheveux secs

La mélanine, ce pigment qui détermine la couleur de nos cheveux, est un protecteur important du cheveu. En devenant blanc, il perd de ce pigment et le cheveu devient plus sec. Rêche, notre chevelure prend alors des allures de paille ou de crin et s'avère difficile à coiffer.

Pour pallier cet inconvénient, veillez en premier lieu à avoir une alimentation équilibrée riche en acides gras essentiels. Ces derniers sont indispensables à notre organisme mais aussi à la beauté de notre peau et de nos cheveux. En complément, utilisez des soins spécifiques. L'usage d'un shampooing pour cheveux secs, en alternance avec un shampooing pour cheveux blancs, permet de les nourrir, notamment en vitamines, et de les réhydrater. Terminez par un soin spécial cheveux secs surtout si vous avez les cheveux longs ou mi-longs. Il leur apportera une protection supplémentaire contre cet indésirable assèchement. En cas de pointes fourchues et/ou de cheveux très longs, optez en supplément pour l'usage d'un sérum nutritif à appliquer après le séchage et toutes les fois où cela s'impose.

Ravivez la brillance

Les cheveux secs affichent souvent une brillance médiocre. Cela s'explique très simplement. Les écailles, qui forment le cheveu, s'ouvrent à la manière d'un palmier et la lumière ne s'y reflète plus ou mal. La chevelure part alors toute terne. Pour lutter contre ce phénomène, appliquez après le shampooing un vinaigre de rinçage ou un soin lissant et démantelant afin de resserrer les écailles du cheveu et de neutraliser les particules calcaires. Enfin, ne manquez pas vos cheveux à rebrousse-poil ! Le brossage et l'application des soins doivent impérativement s'effectuer de la racine vers les pointes.

LES CHEVEUX BLANCS, SOURCE DE PROBLÈMES CARDIAQUES ?

Le blanchiment des cheveux serait un signe de risque de maladies cardiaques. Il pourrait signifier une mauvaise santé des artères.

Dans les contes, les cheveux blancs sont parfois vus comme source de sagesse, mais dans la vraie vie, il faudrait plutôt s'en inquiéter. Des chercheurs de la Société Européenne de Cardiologie ont étudié le lien entre les cheveux blancs et les maladies cardiaques ou coronariennes (atteignant les artères). L'âge est un facteur de risque connu de ces maladies, et dans la cause du blanchiment des cheveux, mais ce phénomène seul a aussi son influence sur la santé cardiaque.

L'athérosclérose (dépôt de graisse dans les artères) et l'éclaircissement des cheveux partagent en fait les mêmes mécanismes : un

processus de réparation de l'ADN dégradé, le stress oxydatif, l'inflammation, des changements hormonaux ou encore le vieillissement des cellules. Les chercheurs ont donc voulu savoir si les cheveux blancs pouvaient être un signe de risque de maladies cardiaques.

SURVEILLER SES ARTÈRES À L'APPARITION DES CHEVEUX BLANCS

Pour leur étude présentée au Congrès Européen 2017, les scientifiques ont étudié 545 hommes adultes. Ils les ont classés en cinq groupes selon le pourcentage de cheveux de couleur ou blancs, d'une chevelure complètement colorée (grade 1) à des cheveux totalement blancs (grade 5). Les participants ont

ensuite passé une tomodensitométrie pour évaluer la présence ou l'absence de maladies coronariennes. L'étude a pris en compte les autres facteurs qui peuvent jouer sur l'apparition de ces maladies : l'hypertension, le diabète, le tabagisme, les problèmes de cholestérol, ou encore les antécédents familiaux. Les scientifiques ont ainsi pu isoler l'incidence exacte des cheveux blancs à partir du troisième grade (autant de cheveux blancs que de cheveux encore colorés), le risque est augmenté.

Au vu de ces données, les scientifiques estiment que les personnes aux cheveux blanchissants devraient pratiquer des examens cardiaques réguliers, même s'ils ne ressentent pas de symptômes.

PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE Six morts dans les violences

Au moins six personnes sont mortes en Côte d'Ivoire, après trois jours de violences liées à l'annonce de la candidature controversée à un troisième mandat du président Alassane Ouattara, ont rapporté vendredi, des médias, citant des sources sécuritaires.

Un précédent bilan faisait état de quatre tués dans les violences de mercredi et jeudi à Daoukro (centre) et Bonoua (sud). A Gagnoa (au nord ouest d'Abidjan), ville natale de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo, des heurts ont fait un mort, a annoncé la police.

"Nous déplorons un mort dans des affrontements dans la nuit d'hier à aujourd'hui entre des pro et anti-troisième mandat", a déclaré le maire de Gagnoa, Yssouf Diabaté, cité par des médias.

"Il y a eu des blessés de part et d'autre" a poursuivi, M. Diabaté, affirmant que "le calme est revenu". Des violences se sont poursuivies à Daoukro (centre) faisant "un tué" supplémentaire, a annoncé une source sécuritaire.

"Malheureusement, nous avons enregistré un mort hier (jeudi) nuit" a confirmé Adama Kolia Traoré, président du conseil régional du Iffou, administrant la ville de Daoukro.

Ce décès porte à quatre le nombre de personnes tuées dans des affrontements dans ce bastion de l'ancien président Henri Konan Bédié, également candidat à la présidentielle.

Le président Alassane Ouattara, 78 ans, élu en 2010 puis réélu en 2015, avait annoncé dans un premier temps en mars passer le relais à son Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Mais celui-ci est décédé le 8 juillet d'un infarctus.

Après ce décès, Alassane Ouattara a annoncé le 6 août qu'il briguerait finalement un troisième mandat. La Constitution limite à deux les mandats présidentiels, mais opposition et pouvoir sont en désaccord sur l'interprétation de la réforme adoptée en 2016: les partisans de Ouattara affirment qu'elle a remis le compteur des mandats à zéro, ses adversaires jugent "anticonstitutionnelle" une troisième candidature.

CRUE DU FLEUVE NIGER ET DE SES AFFLUENTS AU BÉNIN

Des inondations redoutées dans plusieurs localités du pays

Le niveau des eaux du fleuve Niger, passé jeudi à 8,5 mètres à Malanville (nord-est) et à près de 4,3 mètres sur le fleuve Ouémé à Zagnando (sud), laissent entrevoir un risque de catastrophe pour les populations de plusieurs localités du Bénin, a averti le Bulletin d'alerte d'inondation.

Selon les relevés de ce bulletin élaboré vendredi par le système d'alerte précoce, le niveau du fleuve Niger était de 7,98m le 4 août, soit 52 centimètres de moins.

"Dans le bassin du Niger, l'alerte est passée au rouge aux voisinages de Malanville et de Karimama", indique-t-il. Ces crues dans les deux bassins sont liées aux pluies diluviennes qui s'abattent depuis ces dernières semaines dans la partie septentrionale du pays.

Selon l'Agence nationale de protection civile, les inondations sont un fléau récurrent dans plusieurs villes du pays, causant des dommages importants aux populations.

Celles de 2019 ont notamment fait 27 morts, 317.576 sinistrés et plusieurs hectares de cultures emportés, a-t-elle rappelé en précisant que les dommages et pertes pourraient être évalués à plus de 53 milliards de francs CFA (95 millions d'euros).

APS

SAHARA OCCIDENTAL Le PAM dément la taxation de l'aide humanitaire par l'Algérie

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a affirmé que l'aide alimentaire destinée aux réfugiés sahraouis n'est soumise à aucune taxation par l'Algérie, démentant les allégations mensongères colportées par l'ambassade du Maroc à Rome.

L'aide acheminée aux camps des réfugiés sahraouis "n'est soumise à aucune imposition par le gouvernement algérien et est exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Algérie, comme dans tous les autres pays où nous opérons", précise le PAM dans sa réponse à une note verbale de ladite ambassade qui accusait faussement l'Algérie "de prélever une taxe de 5% sur cette aide".

L'agence onusienne, basée à Rome relève encore que "le soutien du gouvernement algérien aux camps de Tindouf comprend la facilitation du dédouanement et des opérations portuaires et du transport des fournitures humanitaires jusqu'aux camps".

Pour rappel, l'Ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, Amar Belani, avait démenti formellement ces allégations mensongères, précisant que la législation fiscale algérienne exonère des droits de douane et de la TVA toutes les associations à caractère humanitaire et caritatif qui opèrent en Algérie, en relation avec le Croissant rouge algérien.

Dans sa réponse le PAM "réaffirme l'engagement pris lors de la session annuelle



du Conseil d'administration en juin 2019 et la note verbale du 14 mai 2020 selon laquelle l'assistance humanitaire dans les camps de Tindouf en Algérie continuera d'être fournie aux personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire, conformément aux principes humanitaires, d'humanité, d'impartialité, d'indépendance et de neutralité".

Sur la question du recensement, le PAM rappelle que "tout recensement des populations de réfugiés relève de la responsabilité du gouvernement hôte et de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)". Et

d'ajouter "le PAM estime le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire sur la base d'une méthodologie d'évaluation objective, en collaboration avec d'autres agences humanitaires".

Le PAM qui a mis à nu les visées du Maroc de réduire l'assistance accordée aux sahraouis dans le contexte de la crise sanitaire, explique que "la pandémie COVID-19 a nécessité une augmentation temporaire de la réponse humanitaire dans les camps de Tindouf, qui a été confirmée par une enquête rapide d'impact sur les ménages, réalisée en avril 2020". En outre, pou

rsult l'agence onusienne "la décision en avril 2020 d'augmenter de manière temporaire le nombre de bénéficiaires a été bien évidemment validée par tous les partenaires sur le terrain, y compris les partenaires des Nations Unies, les donateurs et le gouvernement hôte".

S'agissant de la question de l'audit de l'aide européenne qui constitue le sujet principal des manigances marocaines, le PAM confirme qu'elle est "régulièrement audité" et que "le dernier audit mené par ECHO sur l'assistance alimentaire en Algérie a eu lieu en 2019 avec des résultats satisfaisants".

NIGER

L'attaque contre des humanitaires a été "préméditée" pour cibler "des Occidentaux"

L'attaque meurtrière contre des humanitaires français au Niger "paraît avoir été préméditée" pour objectif de "cibler a priori plutôt des Occidentaux", selon les premiers éléments d'une enquête française, rapportent vendredi des médias citant une source judiciaire.

"A ce stade il n'y a pas d'éléments indiquant que l'attaque a spécifiquement visé (l'ONG française) Acted même si on ne peut pas non plus l'exclure totalement".

En revanche, c'est une attaque qui paraît avoir été préméditée pour cibler a priori plutôt des Occidentaux", a déclaré cette source.

Six jeunes humanitaires français de l'ONG humanitaire Acted ont été assassinés dimanche avec leur chauffeur et leur guide nigériens alors qu'ils visitaient la réserve de girafes de Kouré, à 60 km au sud-est de la capitale Niamey, où ils étaient basés. Partis mardi pour



le Niger, une équipe de onze enquêteurs français spécialisés, issus de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), de la Sous-direction antiterroriste et de la police technique scientifique, a terminé ses constatations sur place et doit rentrer en France samedi, selon

une source proche du dossier. Cinq jours plus tard, l'attaque perpétrée par des hommes armés se déplaçant à moto n'a toujours pas été revendiquée. "Compte tenu du mode opératoire, la piste terroriste reste privilégiée", a ajouté la source judiciaire française.

ETHIOPIE

Un risque de conflit pèse sur les élections au Tigré

L'Etat régional du Tigré, dans le nord de l'Ethiopie, devrait suspendre son projet d'organiser des élections en septembre, pour éviter de tendre encore un peu plus ses relations avec le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, a plaidé vendredi l'International Crisis Group (ICG). Les deux parties "vont droit à la collision" au sujet de ces élections, alors que le

gouvernement fédéral a reporté sine die le scrutin prévu fin août à l'échelle du pays en raison de l'épidémie de nouveau coronavirus, a prévenu le cercle de réflexion.

Les opposants de M. Abiy, prix Nobel de la Paix 2019, l'accusent de vouloir tirer parti de la situation sanitaire pour s'accrocher au pouvoir.

Parmi eux figure le Front de libération des peuples du

Tigré (TPLF), autrefois dominant dans la coalition au pouvoir à Addis Abeba et marginalisé par Abiy Ahmed depuis son entrée en fonction en 2018. Le TPLF reste toutefois au pouvoir au Tigré et a poussé pour la tenue d'élections au plan régional, malgré les objections venues d'Addis Abeba. La commission électorale régionale du Tigré a annoncé vendredi,

sur son site Facebook, que ces élections "historiques" auraient lieu le 9 septembre. "Pour mettre fin à l'impasse, le Tigré devait suspendre ses élections, et Addis Abeba devrait accepter de dialoguer avec le Tigré pour trouver une solution à cette querelle électorale et dissiper les causes sous-jacentes de leur acrimonie déstabilisatrice", a fait valoir ICG.

NORMALISATION DES RELATIONS ENTRE ISRAËL ET LES EMIRATS ARABES UNIS

L'Autorité palestinienne évoque une "trahison" de la cause palestinienne

L'Autorité palestinienne a qualifié jeudi soir de "trahison" de la cause palestinienne l'accord de normalisation des relations entre Israël et les Emirats arabes unis et a appelé à une "réunion d'urgence" de la Ligue arabe pour le dénoncer.

"Les dirigeants palestiniens rejettent ce que les Emirats arabes unis ont fait. Il s'agit d'une trahison d'El-Qods et de la cause palestinienne", a indiqué dans un communiqué la direction palestinienne appelant à une "réunion d'urgence" de la Ligue arabe pour dénoncer le projet soutenu par les Etats-Unis.

Le mouvement de résistance palestinien, Hamas, a de son côté "condamné" et rejeté l'accord de normalisation des relations entre Israël et les Emirats arabes unis voyant un "chèque en blanc" pour la poursuite de "l'occupation" israélienne.

"Cet accord est rejeté et condamné. Il ne sert pas la cause palestinienne mais est considéré comme une continuation



du déni des droits du peuple palestinien", a déclaré Hazem Qassem, le porte-parole du Hamas, cité par des médias.

Les Emirats arabes unis (EAU) et Israël ont conclu jeudi un accord de paix négocié sous l'égide des Etats-Unis,

censé conduire à une normalisation complète de leurs relations diplomatiques, ont rapporté auparavant des médias.

Plusieurs pays expriment leurs rejet et indignation

Plusieurs pays ont exprimé leur indignation et leur rejet de l'accord de "normalisation" entre les Emirats arabes et Israël, conclu sous l'égide des Etats-Unis, qualifié par l'Autorité palestinienne de "trahison" de la cause palestinienne.

"Les dirigeants palestiniens rejettent ce que les Emirats arabes unis ont fait.

Il s'agit d'une trahison d'El-Qods et de la cause palestinienne", a indiqué dans un communiqué la direction palestinienne, appelant à une "réunion d'urgence" de la Ligue arabe pour dénoncer le projet soutenu par les Etats-Unis.

L'Autorité palestinienne a rappelé aussi son ambassadeur à Abou Dhabi.

"Cet accord est rejeté et condamné. Il ne sert pas la cause palestinienne mais est considéré

comme une continuation du déni des droits du peuple palestinien", a déclaré pour sa part Hazem Qassem, le porte-parole du mouvement palestinien Hamas, ajoutant qu'il s'agit d'un "chèque en blanc" pour la poursuite de l'occupation israélienne.

"Cet accord annoncé jeudi est une "stupidité stratégique" d'Abou Dhabi et d'Israël qui "renforcera sans aucun doute l'axe de résistance", a déclaré par ailleurs le ministère iranien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Pour l'Iran, l'établissement de relations diplomatiques entre Israël et les alliés des Etats-Unis dans le Golfe est un objectif clé de la stratégie régionale du président américain Donald Trump pour contenir l'influence grandissante de l'Iran".

Pour sa part, la Turquie a dénoncé cet accord en affirmant qu'il ne s'agit que d'une "hypocrisie qui ne servira que les intérêts des Emirats arabes".

"Les Emirats arabes unis s'efforcent de présenter cela comme une sorte de sacrifice pour la Palestine, alors qu'ils trahissent la cause palestinienne pour servir leurs petits intérêts", a réagi le ministère turc des Affaires étrangères, ajoutant que "l'Histoire et la conscience des peuples de la région n'oublieront pas cette hypocrisie et ne la pardonneront jamais".

Le président turc, Rajeb Tayeb Erdogan, a indiqué vendredi avoir "instruit le ministre des Affaires étrangères quant à la suspension de toute relation avec les Emirats arabes Unis".

LIBAN

L'ONU lance une collecte de 565 millions de dollars

Les Nations unies ont lancé vendredi un appel de fonds d'un montant de 565 millions de dollars en faveur du Liban, dix jours après l'explosion meurtrière qui a dévasté la ville de Beyrouth.

Cette aide sera notamment destinée aux efforts de reconstruction succédant à la phase de première urgence dans la capitale. Il s'agit de financer la remise en état des hôpitaux et des écoles et de fournir un toit aux sinistrés, sans abri depuis l'énorme détonation au port, où étaient stockées des tonnes de nitrate



d'ammonium. "La tâche de reconstruire la vie des habitants et permettre la guérison d'une telle dévastation ne fait que com-

mencer", a estimé à l'ONU Najat Rochdi, une coordinatrice de l'aide humanitaire à destination du Liban. Elle a appelé la

communauté internationale à ne pas lésiner en mettant la main au portefeuille, en ayant particulièrement à l'esprit "l'incroyable générosité des Libanais vis-à-vis des réfugiés syriens et palestiniens".

L'explosion du 4 août, illustrant la corruption et la mauvaise gestion de responsables politiques libanais, a fait plus de 171 morts et 6.500 blessés et déclenché une colère de la rue face à laquelle le gouvernement du Premier ministre Hassan Diab a dû présenter sa démission.

BÉLARUS

La mobilisation se poursuit, l'UE annonce des sanctions

La principale candidate de l'opposition à la présidentielle du Bélarus a appelé à des rassemblements "de masse" pendant le week-end et les manifestations et les débrayages se sont multipliés vendredi, signe d'une contestation croissante du pouvoir du président Loukachenko malgré une brutale répression.

Après une réunion à Bruxelles, l'Union européenne a donné son accord à des sanctions contre des responsables bélarusses liés à des violences ou des fraudes électorales, à l'heure où affluent les témoignages de tortures infligées aux manifestants détenus. En fin de soirée, plusieurs milliers de contestataires étaient rassemblés près du siège du gouvernement à Minsk, face à une faible présence policière. D'autres circulaient dans des rues adjacentes, soutenus par les klaxons des automobilistes.

L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa, qui s'est réfugiée en Lituanie en début de semaine, s'est exprimée pour la première fois depuis mardi pour appeler à des rassemblements pacifiques dans son pays les 15 et 16 août.

Des protestataires ont en outre appelé à se réunir samedi aux funérailles d'un manifestant tué à Minsk.

Jugeant la situation "critique", Svetlana Tikhanovskaïa a accusé le pouvoir de "massacre" et de nouveau revendiqué la victoire à la présidentielle du 9 août.

Dans un communiqué, elle a annoncé la création d'un comité pour organiser le transfert du pouvoir et demandé à la communauté internationale de "faciliter un dialogue" avec les autorités.

De son côté, Alexandre Loukachenko a appelé les forces de sécurité à une "certaine retenue".

Au cours d'une réunion gouvernementale, il a accusé la Pologne, les Pays-Bas et l'Ukraine d'être à l'origine des manifestations, ainsi que l'opposant russe Alexei Navalny et l'organisation de l'ex-oligarque en exil Mikhaïl Khodorkovski.

RUSSIE - IRAN

Poutine propose un sommet en ligne des 5+1 avec l'Iran

Le président russe Vladimir Poutine a proposé, vendredi, d'organiser un sommet en ligne des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne (5+1) et l'Iran pour discuter du dossier iranien, a indiqué le Kremlin.

"Les discussions au Conseil de sécurité de l'ONU sur la question iranienne deviennent de plus en plus tendues. La situation s'aggrave", a estimé M. Poutine dans un communiqué, cité par le Kremlin, en dénonçant des "accusations sans fondement contre l'Iran".

Il a fustigé des "projets de résolution visant à détruire les précédentes décisions unanimes du Conseil de sécurité".

Dans ce contexte, la Russie propose d'organiser "dans les plus brefs délais une rencontre en ligne" des chefs d'Etat ou de gouvernement des membres permanents du Conseil (Russie, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Chine) ainsi que les dirigeants de l'Allemagne et de l'Iran.

C'est dans cette configuration dite 5+1 qu'avait été négocié et conclu avec l'Iran l'accord sur le nucléaire iranien, que Washington a ensuite dénoncé.

"L'objectif est de fixer des mesures qui permettraient d'éviter une confrontation et une aggravation de la situation au Conseil de sécurité de l'ONU", a expliqué le président russe.

"La question est urgente", a insisté M. Poutine, en mettant en garde contre une "hausse des tensions" et des "risques élevés d'un conflit" réel dans le cas contraire.

L'embargo contre les ventes d'armes à l'Iran arrive à expiration le 18 octobre, selon les termes de la résolution qui a approuvé l'accord international sur le nucléaire iranien, conclu en juillet 2015 entre l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne.

Washington, qui s'est retiré unilatéralement de cet accord en mai 2018 et a imposé de lourdes sanctions à l'Iran, cherche à prolonger cet embargo sur les ventes d'armes à l'Iran. La Chine et la Russie, qui ont un droit de veto au Conseil de Sécurité de l'ONU, sont opposées à une prolongation de cet embargo.

Des diplomates à New York ont dit la semaine dernière s'attendre à ce que le Conseil de sécurité rejette nettement la résolution américaine, ce qui devrait poser les jalons d'une longue épreuve de force avec des répercussions sur l'accord nucléaire iranien".

ANIMATION CULTURELLE L'animation culturelle sur la toile, un acquis pour les artistes

L'animation culturelle et artistique virtuelle occupe une place préminente sur le web et les réseaux sociaux cet été à Annaba notamment avec le confinement à domicile, dans le cadre des mesures de lutte contre le Covid-19 et la suspension des activités artistiques et culturelles qui avaient pour habitude de drainer les foules.

"Pour que l'artiste perpétue sa mission de sensibilisation, essentielle durant cette crise sanitaire exceptionnelle, il a fallu faire preuve d'inventivité pour préserver le lien avec le public en exploitant la Toile et créer une ambiance récréative et divertissante, mais aussi pour véhiculer des messages de sensibilisation et de prévention", a affirmé à l'APS le directeur du théâtre régional de Annaba, l'artiste Abdelhak Benmaârouf.

"Le défi pour les artistes de Annaba durant cette pandémie qui a affecté le monde entier est de jeter des passerelles interactives virtuelles pour s'introduire, à travers l'image et le son, dans les foyers afin d'offrir du divertissement aux enfants mais aussi aux familles avec un éventail de programmes artistiques et de sensibilisation, en plus de divers concours visant à créer un lien virtuel avec tous les membres de la famille", a ajouté M. Benmaârouf.

A la faveur de ces actions innovantes, le théâtre régional de Annaba a investi les foyers avec des représentations théâtrales quotidiennes diffusées sur les réseaux sociaux, en particulier sur la chaîne YouTube du théâtre qui propose depuis les quatre (4) derniers mois, des représentations théâtrales pour enfants et d'autres destinées aux adultes, à raison de deux représentations par jour, a souligné la même source. M. Benmaârouf a fait savoir, par ailleurs, qu'en plus des productions propres au théâtre régional de Annaba, ce dernier a fait appel à d'autres œuvres théâtrales produites par le théâtre national algérien et d'autres théâtres régionaux,



en plus des œuvres de certaines associations et coopératives culturelles actives dans le quatrième art, afin d'animer et enrichir son espace virtuel.

Dans ce contexte, en vue d'atteindre un degré d'interaction culturelle élevé via le web, le théâtre régional de Annaba a lancé des concours parallèlement aux représentations théâtrales et les actions de sensibilisation relatives à la situation sanitaire exceptionnelle prévalant actuellement, notamment "Masrah El Aila", une sorte de mini monologues dédiés à la pandémie de coronavirus, filmés à l'aide d'un Smartphone, a-t-il détaillé.

Cela, confie-t-il, en plus d'un autre concours intitulé "Ridaa El masrah" consacré à la meilleure photographie reflétant la réactivité des enfants vis-à-vis des représentations théâtrales virtuelles suivies au sein du foyer, en plus d'autres concours de dessin et de contes populaires. Selon M. Benmaârouf, le théâtre régional de Annaba a réussi, à travers ces activités novatrices, à "briser l'isolement et à transformer le confinement en un moment de communion entre les adultes et les plus jeunes", en particulier l'animation "Ahkili Hidjaya", qui a permis à des jeunes de raconter des histoires de notre riche patrimoine,

avec les concours de leurs parents. Il a assuré, en ce sens, que les membres du comité d'organisation de ces manifestations ont précisé que ces activités virtuelles ont recueilli plus de 15.000 followers.

Manifestations virtuelles sur le cinéma et la photographie

En plus de divertir les internautes et briser le mur de l'isolement généré par cette situation sanitaire exceptionnelle, les activités virtuelles concoctées à Annaba ont donné lieu à d'autres manifestations culturelles virtuelles consacrées au septième art et à la photographie, a indiqué, pour sa part, Dalil Belkhouidir, réalisateur à l'origine du festival virtuel international du court-métrage.

A cet égard, M. Belkhouidir a estimé que "l'initiative novatrice de lancer un festival virtuel du court-métrage en avril dernier s'est imposée en devenant une manifestation virtuelle mensuelle et un espace de communication et d'échanges entre les professionnels du cinéma, mais aussi une occasion de former et stimuler les talents dans le domaine du cinéma et de la production de courts-métrages".

Selon lui, le nombre croissant des participants de l'intérieur et de l'extérieur du pays, passant de

20 courts métrages durant la session d'avril à 33 durant celle de juin, traduit bel et bien "l'accueil favorable qu'a reçu cette initiative par la famille du septième art, en particulier les amateurs de cinéma pour lesquels la manifestation constitue une opportunité de formation et d'apprentissage en échangeant notamment à distance avec des professionnels de la photographie, du montage et de la réalisation".

La photographie est également à l'honneur à travers des activités culturelles et artistiques virtuelles matérialisées par une animation intitulée "Le Salon virtuel de la photographie", qui a vu la participation, via le web, de pas moins de 1.112 photographes de 22 pays, notamment l'Algérie dont les œuvres ont porté sur le confinement instauré dans différentes régions du pays, a fait savoir le photographe Ahmed Hamel, à l'origine de cette initiative.

Selon M. Hamel, les nombreuses photographies exposées durant ce Salon virtuel, dont des photos du Sud de l'Algérie et de pays arabes et africains, ont mis en exergue le confinement imposé par la pandémie de Covid-19 qui a boosté la créativité de ces artistes, et le bon usage des réseaux sociaux par les jeunes.

PATRIMOINE CULTUREL DE BEYROUTH L'UNESCO mobilise ses partenaires pour la réhabilitation

L'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) mobilise ses partenaires pour la réhabilitation du patrimoine culturel de la ville de Beyrouth fortement endommagé suite aux deux explosions ayant frappé le port de la ville le 4 août dernier, a fait savoir l'Unesco dans un communiqué.

"Le 10 août, une réunion en ligne a eu lieu afin de coordonner les mesures à prendre d'urgence et à plus long terme pour préserver le patrimoine culturel de la ville gravement endommagé et réhabiliter sa vie culturelle", a noté l'organisation dans le communiqué publié jeudi.

L'Organisation onusienne a précisé "que c'est suite à l'appel de soutien émis par la Direction générale des antiquités du Liban, que l'UNESCO mènera la mobilisation internationale pour la récupération et la reconstruction de la culture et du patrimoine de Beyrouth".

L'assistance de l'UNESCO reposera, selon le communiqué, "sur l'évaluation des besoins techniques de la Direction générale et du Plan d'action international pour la culture de Beyrouth, que l'UNESCO développe actuellement avec tous ses partenaires".

L'UNESCO s'engage aussi "à diriger l'ensemble des interventions dans le domaine de la culture, qui doit constituer une partie essentielle des efforts plus larges de reconstruction et de redressement".

Selon le communiqué, le Dr Sarkis Khoury, Directeur général des antiquités au ministère de la culture du Liban, a doré et déjà partagé une première évaluation des dommages causés aux institutions culturelles et aux sites du patrimoine de la ville.

Il a noté qu'"au moins 8 000 bâtiments, dont beaucoup sont concentrés dans les vieux quartiers de Gemayzè et Mar-Mikhaël, ont été touchés".

Lors de la réunion "des mesures d'urgence ont également été invoquées pour préserver la vie culturelle de Beyrouth à travers la mobilisation des artistes, des professionnels de la culture, des artisans et des gardiens du savoir traditionnel", a souligné l'UNESCO.

La réunion en ligne de l'UNESCO a vu la présence de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit, (ALIPH), le Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (ARC-WH), Blue Shield, le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), le Conseil international des musées (ICOM) et le Conseil international des musées et des sites (ICOMOS).

HISTOIRE Un documentaire sur le parcours du moudjahid Roberto Mahmoud Muniz, un Argentin ayant rallié la révolution algérienne

La chaîne de télévision régionale "Canal Santa Fé" en Argentine a diffusé, le 11 août 2020, en avant-première, un documentaire qui s'intitule "Muniz, l'Argentin, dans la révolution algérienne" qui retrace le parcours du moudjahid Roberto Mahmoud Muniz, un Argentin ayant rallié la révolution algérienne en 1959.

Réalisé sous forme de moyen métrage, le documentaire a été déclaré d'"intérêt municipal" en Argentine, à travers le décret 53/367, adopté le 12 mars 2020 par le Conseil municipal de Rosario.

Dans ce documentaire, le réalisateur Nestor Antonio Suleiman, d'origine syro-palestinienne, reprend le témoignage du militant Roberto Mahmoud Muniz qui a fait connaître la cause algérienne et sa guerre d'indépendance en Argentine.

C'est en qualité de Secrétaire général du "parti ouvrier" argentin que Roberto Muniz a eu ses premiers contacts avec les émissaires du FLN à Buenos Aires en 1956.

S'imprégnant durant des mois de la Révolution algérienne, Roberto, qu'on appellera par la suite Mahmoud, finit par rejoindre les rangs de l'ALN où il s'occupa de l'aspect technique de la fabrication d'armes, avant de s'installer à Alger au lendemain de l'indépendance.

BANDE DESSINÉE Des bédéistes algériens au salon virtuel de la bande dessinée en Tunisie

La nouvelle génération de bédéistes algériens sera à l'honneur lors 24e Salon international de la bande dessinée de Tazarka en Tunisie avec la participation d'une dizaine de dessinateurs à cette édition virtuelle qui s'ouvre jeudi, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Afin de respecter les mesures de lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus, les organisateurs du salon ont opté pour une version virtuelle avec des ateliers en ligne, des tables rondes et

un riche contenu vidéo qui sera diffusé sur les réseaux sociaux. Les travaux de Bouchra Mokhtari, Nesma Mesbah, Mahrez Si Saber, Ahmed Abzouzi, Sofiane Belaskri, Samir Togui seront mis en avant avec d'autres dessinateurs tunisiens comme Abir Gasmî, Noha Habaieb et Chakib Daoud. Des portraits vidéos de chacun des artistes seront diffusés sur les pages de l'événement sur les réseaux sociaux en plus d'une table ronde sur l'histoire et l'évolution de la bande dessinée en Algérie

animée par l'universitaire, journaliste et écrivain Lazhari Labter. Des performances artistiques diffusées en direct et des concours destinés aux enfants sont également au programme de la manifestation. Organisé par l'association culturelle tunisienne "Cerle des amis de l'image" ce salon, qui se poursuit jusqu'au 16 août, vise à découvrir de jeunes talents, à accompagner la créativité artistique chez l'enfant et à contribuer au développement des arts de visuels.

NUMÉRISATION AU NIVEAU LOCAL M. Djerad ordonne la mise en place d'un plan d'urgence

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a ordonné jeudi à Alger, la mise en place d'un plan d'urgence de numérisation au niveau local.

Les walis devront élaborer un plan à mettre en œuvre jusqu'à la fin de l'année pour atteindre les objectifs de numérisation au niveau de l'administration locale, a précisé M. Djerad dans son allocution de clôture des travaux de la rencontre Gouvernement-Walis.

"Il est inconcevable d'attendre la réalisation de programmes à long terme.

Nous devons aller vers des actions urgentes pour rattraper le retard accusé en matière de numérisation de l'administration et de la sphère économique", a affirmé le Premier ministre.

Soulignant que les Douanes et Impôts devraient être les secteurs prioritaires de cette entreprise au vu de leur importance dans la lutte contre la corruption, le Premier ministre a soutenu que "cet objectif ne sera pas facile à atteindre car il s'agit de toucher à de grands intérêts".

Dans le domaine des statistiques, le Premier ministre a appelé à la création d'une instance nationale de collecte de l'information statistique pour garantir davantage d'efficacité et permettre la prise de décisions étudiées.

La feuille de route dans ce domaine prévoit l'activation du Conseil national des statistiques, la révision du texte réglementaire relatif au système statistique, la mise en œuvre d'un numéro d'identification com-



mun aux instances et entreprises avec renforcement de réseau des statistiques à travers la création de cellules, services et sections des statistiques au niveau local, a fait savoir M. Djerad, mettant en avant la nécessité d'une mise en œuvre pyramidale de cette entreprise.

Des comités régionaux en appui aux start-up et micro entreprises

Concernant le foncier industriel, le Premier ministre a insisté sur la nécessité de le distinguer des autres types de fonciers publics, relevant l'impératif d'améliorer la gestion des zones industrielles existantes et d'optimiser leur exploitation avant d'envisager la création de nouvelles zones.

A ce titre, M. Djerad a ordonné le raccordement urgent des zones industrielles et des exploitations agricoles aux réseaux, notamment électriques, appelant à ce propos à l'accélération des travaux des comités constitués à cet effet suivant un calendrier

précis définissant les actions à court, moyen et long termes.

Certains opérateurs souffrent du non raccordement de leurs investissements à l'électricité, alors qu'ils ont accompli toutes les procédures administratives avec paiement des redevances pendant des années, a-t-il fait remarquer exhortant les responsables à faire montre de conscience professionnelle.

Par ailleurs, le Premier ministre a ordonné la constitution de commissions mixtes entre les walis, d'une part, et les deux ministères délégués chargés de la Micro-entreprise et des incubateurs et des Start-up.

La mission de ces commissions sera la mobilisation des jeunes au niveau local en vue de libérer leurs potentiels à travers des start-up et des micro entreprises en leur faisant connaître les opportunités de financement disponibles avec le renforcement des mécanismes d'accompagnement.

USA

Le Pentagone crée une unité d'étude des ovnis

Le Pentagone a annoncé vendredi la mise sur pied d'une unité officiellement chargée d'étudier les objets volants non identifiés (ovnis), qui a été confiée à l'US Navy.

Avec la création de la "cellule de travail sur les phénomènes aériens non identifiés", approuvée le 4 août, le ministre entend "mieux comprendre et mieux connaître la nature et l'origine" de ces phénomènes, a précisé une porte-parole du ministère américain de la Défense, Susan Gough, dans un communiqué.

Pour les militaires américains, les "phénomènes aériens non identifiés" n'ont rien à voir avec de potentiels petits hommes verts, mais plutôt avec de très réels adversaires des Etats-Unis.

Washington s'inquiète notamment des capacités d'espionnage de la Chine, à l'aide de drones ou autres moyens aéroportés.

La nouvelle unité du Pentagone a pour mission de "détecter, analyser et cataloguer ces phénomènes aériens non identifiés qui pourraient représenter une menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis", a précisé la porte-parole.

Le Pentagone "prend très au sérieux toute incursion d'aéronefs non autorisés

sur nos centres d'entraînement ou dans notre espace aérien, et examine chaque rapport" à ce sujet, a-t-elle ajouté.

Le Sénat américain s'était intéressé en juin aux activités du Pentagone dans ce domaine, confirmant ainsi officiellement l'existence d'un groupe de travail informel sur ce sujet, dévoilé en 2017 par le New York Times.

La nouvelle unité formalise les opérations de ces militaires et permettra au Congrès de suivre leurs activités de plus près.

Le Pentagone a diffusé fin avril trois vidéos prises par des pilotes de l'US Navy montrant des rencontres en vol avec ce qui semble être des ovnis.

Une de ces vidéos -toutes en noir et blanc- date de novembre 2004 et les deux autres de janvier 2015.

Sur l'une, on peut voir un objet de forme oblongue se déplaçant rapidement qui, quelques secondes après avoir été repéré par un des capteurs à bord de l'appareil de l'US Navy, disparaît sur la gauche à la suite d'une soudaine accélération. Dans une autre vidéo, on distingue un objet au-dessus des nuages, le pilote se demandant s'il s'agit d'un drone.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE GHARDAÏA
DAIRA DE BOUNOURA
COMMUNE DE BOUNOURA
NIF : 098547109079907

NUMÉRO DE L'OPÉRATION : 952/9511/21/2018/281

INTITULÉ DE L'OPÉRATION : RÉNOVATION RESEAU AEP AU DIFFÉRENTS QUARTIERS DE LA COMMUNE BOUNOURA EN LOTS.

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 01/ 2020

Un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé pour la réalisation des travaux suivants :

RÉNOVATION RESEAU AEP AU DIFFÉRENTS QUARTIERS DE LA COMMUNE BOUNOURA (en lots).

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le dossier de la Soumission

• **RÉNOVATION RESEAU AEP AU DIFFÉRENTS QUARTIERS DE LA COMMUNE BOUNOURA (en lots).**

– Bureau des marchés Commune de Bounoura, Wilaya de Gharadaïa

après avoir versé les droits de la soumission: **3000.00 DA**

à la caisse du trésorier communal de Bounoura.

les entreprises peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots mais ne peuvent bénéficier que d'un seul lot.

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :

a) Le dossier de candidature contient :

1. Déclaration de candidature dûment remplie et signée par la personne habilitée
2. Déclaration de probité dûment remplie et signée par la personne habilitée
3. Copies de documents relatifs à des mandats permettant à des personnes d'engager l'institution.
4. La Liste des moyens matériels à mobiliser pour le projet appuyée de toutes pièces justificatives (Etat d'assurance du matériel (important), copie des cartes grises, factures etc...).
5. La Liste des moyens humains et d'encadrement à mobiliser pour le projet (quantitativement et qualitativement) appuyée des effectifs déclarés au niveau de la CNAS (pour les entreprises de droit algérien).
6. Une copie du statut de l'entreprise.
7. Attestation de dépôt des comptes sociaux (année 2019) pour les sociétés personnes morales.
8. Une copie du registre de commerce en cours de validité.
9. Une copie de l'extrait de rôle apuré ou accompagné d'un échéancier de paiement datant de 03 mois au plus.
10. Numéro d'Identification Fiscale (NIF).
11. Un extrait du casier judiciaire valide du signataire de la soumission (original).
12. Attestations de mise à jour CNAS, CASNOS et CACOBATPH, en cours de validité.
13. Une copie du Certificat de qualification et classification professionnelles activité principale hydraulique catégorie quatre (04) ou plus en cours de validité.

b) Offre technique contient :

1. Cahier des charges paraphé et signé plus les frais de cahier des charges.
2. Déclaration à souscrire dûment remplie et signée par la personne habilitée
3. Mémoire Technique justificative dûment remplie, signée et datée.

c) l'Offre Financière contient :

1. La lettre de soumission dûment remplie, datée et signée.
2. Le bordereau des prix unitaires dûment rempli, daté et signé.
3. Le devis quantitatif et estimatif dûment rempli, daté et signé.

Doive être adressées à monsieur le président de l'APC de Bounoura (W. Gharadaïa) dans un enveloppe cachetée portant la mention Appel d'offre n° 01/ 2020 : « RÉNOVATION RESEAU AEP AU DIFFÉRENTS QUARTIERS DE LA COMMUNE BOUNOURA (en lots) ». (À ne pas ouvrir).

Le délai de préparation des offres est fixé à 15 jours à partir de la première parution de cet avis sur les quotidiens nationaux.

La date de dépôt des offres correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 10h00 au niveau du BUREAU DES MARCHÉS- COMMUNE DE BOUNOURA

L'ouverture des plis se fera en séance publique et en présence de l'ensemble des soumissionnaires ou leurs représentants à la commune Bounoura et ce le jour de la date de dépôt des offres à 10h00.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à celle de préparation des offres plus 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

ATHLÉTISME/LIGUE DE DIAMANT Les athlètes africains se distinguent à Monaco

Avec un record du monde pour l'Ougandais Joshua Cheptegei au 5000 m, un record d'Afrique et la seconde meilleure performance de tous les temps pour la Kenyane Faith Kipyegon au 1000 m, les athlètes africains ont marqué vendredi soir de fort belle manière leur participation au meeting de la Ligue de diamant à Monaco.

L'Ougandais Joshua Cheptegei, sacré champion du monde du 10.000 m en 2019 à Doha, a battu le record du monde du 5.000 m en 12 min 35 sec 36, effaçant des tablettes l'Éthiopien Kenenisa Bekele dont le record datait du 31 mai 2004 (12 min 37 sec 35). Parti seul aux 3.000 m, l'Ougandais a survolé la course, son dauphin, le Kényan Nicholas Kipkorir Kîmel, arrivant avec près de 16 secondes de retard (12 min 51 sec 78).

"Monaco est un endroit vraiment spécial, un de ces rares endroits où on peut battre un record, a-t-il lancé après sa chevauchée historique. Cela a été très dur de rester motivé cette saison. Mais je me suis poussé moi-même et je suis aussi très bien entouré.". Le deuxième exploite de la soirée de Monaco a été enregistré par la Kenyane Faith Kipyegon qui a battu le record d'Afrique et marque la seconde meilleure performance de tous les temps au 1000 m féminin (2:29.15).

Seule la Russe Svetlana Masterkova a fait mieux (2:28.98 en 1996) tandis que le record d'Afrique était la propriété jusque là de Maria Mutola avec 2:29.34 en 1996. Trois meilleures performances mondiales de la saison ont été également enregistrées par les Africains au 1500 m masculin (3:28.45) pour le Kenyan Timothy Cheruiyot, au 5000 m féminin (14:22.12) pour la Kenyane Hellen Obiri et au 3000 m steeple masculin (8:08.04) pour le Marocain Soufiane El Bakkali.

VOLLEY/CHAMPIONNATS D'AFRIQUE (JEUNES) Les pays organisateurs connus

La Confédération africaine de volley-ball (CAVB) a révélé les noms des pays qui abriteront les championnats d'Afrique des nations des jeunes pour l'année 2020 qualitatifs pour les championnats du monde 2021.

L'instance continentale a confié à la Tunisie l'organisation de la CAN cadets (U19) prévue en novembre prochain, dont la date n'est pas encore définitive.

Les autres championnats ont été répartis comme suit : le championnat d'Afrique juniors garçons (U21) en Égypte, celui des juniors filles (U20) au Rwanda et le championnat d'Afrique des cadettes (U18) au Nigeria.

Chaque compétition qualifiera deux équipes pour le Mondial de la catégorie.

APS

KARATÉ-DO

Les formations de l'UFAK élargies aux entraîneurs de jeunes et aux athlètes d'élite

L'Union des fédérations africaines de karaté-do (UFAK) a décidé d'élargir aux entraîneurs des jeunes catégories et aux athlètes d'élite les deux formations en ligne, qu'elle compte proposer à partir de la mi-août courant, a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAK).

"La première formation est prévue les 15 et 16 août et la seconde les 22 et 23 du même mois", a précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué. Initialement, ces deux formations étaient destinées uniquement aux arbitres d'élite et aux Directeurs techniques nationaux (DTN), mais l'UFAK a finalement décidé d'en faire profiter un plus large éventail.

L'instance fédérale a tenu à faire savoir que "ces formations seront entièrement gratuites, et pour l'ensemble des candidats". La pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19) a provoqué le report ou carrément l'annulation de plusieurs grands événements

sportifs depuis le mois de mars dernier, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Ainsi, et pour maintenir leur secteur en activité, en attendant le retour à la normale, différentes instances ont opté pour la formation en



ligne, en organisant régulièrement des visioconférences, au profit des entraîneurs, des athlètes et des arbitres.

CYCLISME/STAGE DE L'UAC POUR LES ENTRAÎNEURS DE COURSES SUR ROUTE

Les Algériens Allab et Alloui admis avec mention

Les entraîneurs algériens de courses sur route Mohamed Allab et Souad Alloui ont obtenu une graduation avec mention "Bien", à l'issue de la formation en ligne, organisée dernièrement par l'Union arabe de cyclisme (UAC), a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAC).

"Allab, de la Ligue de Blida, a obtenu une moyenne de 74,09, et Alloui, de la Ligue de Bejaia 70,62" a précisé la FAC dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.

Après la fin de cette formation, les tech-

niciciens de l'UAC s'étaient en effet minutieusement penchés sur le travail de chaque candidat, pour pouvoir le noter, et ce n'est qu'en cette fin de semaine que les résultats ont pu être dévoilés.

La pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19) a considérablement perturbé le programme de compétition depuis le mois mars dernier, causant le report de plusieurs grands événements sportifs, ou carrément leur annulation.

Plusieurs instances, à l'instar de l'UAC se sont alors rabattues sur le volet de la formation, en profitant de la technologie

de la visioconférence pour maintenir le secteur en activité, en attendant le retour à la normale.

La FAC n'a pas dérogé à cette règle, en organisant elle aussi plusieurs formations à l'échelle nationale, aussi bien au profit des entraîneurs que des commissaires de courses.

Même le vélo tout terrain (VTT) a été à l'honneur, puisque des formations spécifiques lui ont également été consacrées, toujours en mode visioconférence, en raison des mesures sanitaires relatives au COVID-19.

«Six mois seront nécessaires aux nageurs pour retrouver leur forme»

L'entraîneur national de natation, Ali Maansri, a estimé que six mois d'entraînements et de compétitions seront nécessaires pour que les nageurs algériens concernés par une qualification aux Jeux olympiques de Tokyo (JO-2020), retrouvent leur forme, après l'arrêt de la préparation pendant cinq mois à cause du Coronavirus.

"Nous avons repris la préparation de zéro, avec le rythme d'un entraînement par jour en dehors du bassin, en se focalisant sur l'aspect physique.

Six mois de préparation seront nécessaires pour que nos nageurs retrouvent leur forme après cinq longs mois d'arrêt", a déclaré Maansri à l'APS.

"Le reprise se déroule dans de bonnes conditions et dans le respect du protocole sanitaire mis en place par la Fédération, en présence des autorités sanitaires et sécuritaires", a ajouté l'entraîneur national.

Les nageurs algériens Anis Djaballah (USM Alger) et Abdellah Ardjounne (ASPTT Alger), ont repris les entraînements, lundi dernier, à la piscine semi-olympique de Kouba (Alger), après le feu vert du ministère de la Jeunesse et des Sports, qui avait suspendu

toutes les activités et compétitions sportives en mars dernier à cause du Coronavirus.

Selon le coach national, le moral du nageur Djaballah, spécialiste des longues distances, est au beau fixe après la reprise, mais a noté que son poulain a pris 8 Kg durant cette coupure. "Un grand travail l'attend dans le bassin pour retrouver ses sensations dans l'eau, son retour en forme dépendra également de sa capacité à supporter la charge d'entraînement et la récupération", a-t-il estimé.

Le nageur de 21 ans a indiqué, de son côté, qu'il était à "35% de ses capacités", soulignant que "le retour aux en-

traînements est un point positif en vue de retrouver la forme avant l'interruption due à la crise sanitaire".

Concernant, le deuxième nageur concerné par la reprise des entraînements, à savoir, Abdellah Ardjounne, l'entraîneur national a assuré que le sociétaire de l'ASPTT Alger et spécialiste de la nage sur dos, "se trouve en bonne forme physique, malgré les cinq mois d'arrêt". Maansri a également fait savoir que l'Algérie est en retard par rapport à d'autres pays nord-africain à savoir, la Tunisie, le Maroc et l'Égypte, qui ont repris les entraînements avec tous leurs nageurs et pas seulement l'élite. "Nous

avons besoin de quatre bassins, avec une moyenne d'un nageur par couloir, ce qui représente 32 nageurs.

Je pense que c'est possible, vu le retard causé par la crise sanitaire et notre notoriété au niveau africain et arabe", a-t-il souligné. Pour mémoire, trois nageurs algériens ont déjà réalisé les minimas de participations aux JO-2020.

Il s'agit d'Oussama Sahnoun (minimas "A" sur 50m et 100m nage libre), Jaouad Syoud (minimas "B" sur 200m quatre nages) et Abdellah Ardjounne (minimas B 100m et 200m dos), alors que Anis Djaballah est à quelques centièmes des minimas du 800m nage libre.

Suspension des tournois continentaux de Para-badminton

La Fédération mondiale de Badminton (BWF) a annoncé, jeudi sur son site officiel, la suspension des tournois continentaux de para badminton initialement prévus en 2020, à cause du Covid-19.

Après la suspension, il y a quelques mois des Championnats d'Afrique (garçons et filles) de para badminton programmés 2020 en avril dernier, à Kampala, en Ouganda, l'instance mondiale a ajouté la suspension d'autres compétitions importantes, qualificatives aux Jeux paralympiques de Tokyo (24 août-6 septembre 2021). Il s'agit des Championnats d'Europe

de para badminton 2020, prévus à Dublin en Irlande (5-10 octobre), les Championnats panaméricains de para badminton 2020 de Manizales en Colombie (2-8 novembre) et les Championnats asiatiques de para badminton 2020 de Bangkok en Thaïlande (2-8 novembre).

"Cette décision a été prise en consultation avec les hôtes des tournois et les confédérations continentales concernées", a expliqué la BWF, assurant que la santé, et le bien-être de tous les athlètes et acteurs de la communauté du para badminton continue d'être la priorité absolue pour toutes les parties concernées.

FAF

La préparation du retour des activités footballistiques au menu d'une réunion FIFA - CAF en présence de Zetchi

Le retour des activités footballistiques, suspendues en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), a été l'un des points abordés lors d'une réunion, tenue mercredi par visioconférence, entre la fédération internationale de football (Fifa) et la Confédération africaine (CAF), en présence du président de la fédération algérienne (FAF) Kheireddine Zetchi, rapporte l'instance fédérale jeudi sur son site officiel.

Les fenêtres Fifa (dates et calendrier international), et l'annulation et/ou le report de certaines compétitions, ont été également inscrites à l'ordre du jour, au cours de cette réunion de trois heures, tenue en présence du président de la Fifa Gianni Infantino, du président de la CAF Ahmad Ahmad, mais aussi des membres du Conseil de la Fifa et du comité exécutif de la CAF : Faouzi Lekjaâ (Maroc), premier vice-président de la CAF, Hani Abo Rida (Égypte), Tarek Bouchamaoui (Tunisie), et Ahmed Yahia (Mauritanie).

Il y avait aussi, côté Fifa, Mme Fatma Samoura, secrétaire générale, Mattias Grafstrom, secrétaire-adjoint et Veron Mosengo-Omba, directeur régional de la Division des associations membres Afrique et Caraïbes, précise la même source.

"Invité à intervenir après le président de la CAF, Kheireddine Zetchi



a dressé un tableau sur la situation de la pandémie en Algérie, son évolution et toutes les décisions et mesures prises par la fédération depuis le mois de mars, et l'arrêt des activités sportives, jusqu'au dernier bureau fédéral tenu le 10 août", avec notamment le recours à "une consultation écrite auprès des membres de l'Assemblée générale, ce qui a amené à prendre la décision de

mettre fin à la saison 2019-2020", souligne la FAF.

La démarche participative qui "a été saluée par les instances FIFA - CAF, tout comme les efforts consentis à s'adapter à une crise sans précédent, que ce soit par rapport aux réaménagements apportés au système de compétition ou bien la possibilité donnée aux différents démembrés (Ligues) de

continuer à activer en attendant la tenue de leurs assemblées générales de renouvellement de mandat".

Enfin, la FAF indique que "d'autres réunions sont prévues à l'avenir, cette fois avec la président de la CAF pour faire le point à chaque fois sur l'évolution de la situation dans les différents pays des associations membres et l'aide à apporter à ces dernières".

DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL AMATEUR

La DTN conviée à une réunion par visioconférence organisée par la Fifa

La Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), est conviée à une réunion par visioconférence le jeudi 20 août, organisée par le Département technique de la fédération internationale de football (Fifa), dans le cadre du projet pilote de "Développement des talents - analyse de l'écosystème du football", rapporte jeudi l'instance fédérale sur son site officiel.

Cette séance sera consacrée pour donner les explications nécessaires et réviser ensemble le questionnaire avant de le transmettre à la Fifa, précise la même

source. La FAF rappelle que le président Kheireddine Zetchi, et le DTN Chafik Ameur, "ont eu une séance de travail au sujet de ce dossier, à l'issue de laquelle le premier responsable de la fédération a tenu à féliciter le travail mené par le DTN et son équipe, et qui a permis à l'Algérie de décrocher un tel projet".

Le Département technique de la Fifa a retenu un certain nombre d'associations membres, dont la FAF, sur la base du dossier introduit par la DTN.

L'instance internationale à travers son département technique, a lancé cette année le projet "Dé-

veloppement des talents - analyse de l'écosystème du football" qui servira de base au programme de haute performance prévu pour 2021. "À partir de ces mêmes principes, il a été décidé de créer un programme pour le développement du football amateur, d'autant que ce pan de l'écosystème du football occupe une place essentielle au sein des associations membres puisqu'il permet à tout un chacun (garçon, fille, femme et homme) de jouer au football, quel que soit son niveau, son âge, sa religion et son environnement", avait expliqué la FAF précédemment.

MALAGA

Benkhemassa non retenu pour la prochaine saison

L'international algérien Mohamed Benkhemassa ne sera pas conservé par le FC Malaga (division 2 espagnole), la saison prochaine, a révélé le site SER Malaga.

Sous contrat avec Malaga jusqu'en juin 2022, Benkhemassa est prié de

trouver un nouveau club lors de l'actuel mercato, selon la même source.

L'ancien milieu de terrain de l'USM Alger serait victime des grosses difficultés financières du club espagnol dont les dirigeants sont contraints de baisser grandement les salaires

de certains cadres de l'équipe, arrivant à quelquefois à des réductions de 80%.

Les informations rapportées par SER Malaga ont indiqué que la direction du club n'aurait, toutefois, pas proposé de revoir à la baisse le salaire des deux milieux de ter-

rains: Mohamed Benkhemassa et le Marocain, Badr Boulahroud.

Souvent blessé cette saison, Mohamed Benkhemassa (27 ans) a disputé 19 matchs (toutes compétitions confondues) avec le FC Malaga, pour sa première expérience à l'étranger.

ALGÉRIE

La DTN arrête les diplômes requis pour exercer durant la saison 2020-2021

La Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), a arrêté les exigences des diplômes d'entraîneurs requis pour exercer lors de la saison 2020-2021, rapporte jeudi l'instance fédérale sur son site officiel.

Pour la Ligue 1 professionnelle, désormais composée de 20 clubs suite au léger remaniement du nouveau système pyramidal de compétition, chaque entraîneur ou entraîneur-adjoint doit impérativement être titulaire d'un diplôme CAF A, UEFA, ou AFC Pro, type 3e degré.

Concernant le poste de préparateur physique et d'entraîneur des gardiens de but, la DTN exige respectivement un diplôme fédéral de préparateur physique de haut niveau (PPH) et diplôme fédéral N1 et N2, et cela pour l'ensemble des paliers.

Pour pouvoir entraîner en Ligue nationale 2, composée de deux groupes de 18 clubs chacun, et en Division nationale amateur (DNA), la DTN exige un diplôme de Conseiller en Sport (CS) ou technicien supérieur en sport (TSS en football) pour le poste d'entraîneur en chef ou assistant. Enfin, pour les techniciens désireux d'exercer leur métier en Ligue 1 régionale, ils devront être titulaire d'un diplôme fédéral d'entraîneur (DFE 3) deuxième degré pour la LRF1, et DFE 2 premier degré pour la LRF 2.

LIGUE 2

L'ASM Oran s'apprête à lancer son académie validée par la FIFA

Le directeur technique des catégories jeunes de l'ASM Oran, Mahieddine Bekhat, a indiqué jeudi que son club préparait le lancement de son académie de football dont le dossier a été validé par la Fédération internationale (Fifa), dans le cadre de son programme de développement des jeunes talents.

"Le fait de faire partie des 13 clubs algériens dont les dossiers ont été retenus par la Fifa nous honore au plus haut point.

"J'estime qu'il s'agit d'une juste récompense pour notre club qui a des traditions reconnues dans la formation", a déclaré Bekhat à l'APS.

À l'ASMO, le seul club de la Ligue 2 à avoir bénéficié de cette "distinction", et en dépit des problèmes financiers énormes dans lesquels il se débat et qui lui valent durant chaque intersaison le départ de plusieurs de ses pépites, on table énormément sur le nouveau projet qui a été confié au technicien Karim Amara.

Ce dernier n'est autre que le fils du feu Saïd, l'ancienne figure légendaire de l'équipe du Front de libération nationale (FLN), décédé il y a quelques jours.

Les responsables de l'académie de l'ASMO ont déjà tout préparé concernant l'outil de travail, ainsi que l'hébergement des jeunes talents.

En effet, et selon le même interlocuteur, les deux stades Habib-Bouakeul et Miloud-Hadefi seront mis à la disposition de l'académie oranaise, alors que la nouvelle auberge de jeunes, située à l'intérieur même du deuxième stade précité, sera le lieu d'hébergement des jeunes qui seront choisis pour faire partie de la nouvelle école.

Evoquant la composante de l'académie, le directeur technique des jeunes de la formation de "M'dina J'dida" a notamment informé du lancement, "une fois les infrastructures sportives rouvertes, d'opérations de prospection", poursuivant que les meilleurs joueurs de l'ASMO des moins de 15 et 17 ans "seront également intégrés au sein de la future académie du club".

La Fifa a retenu, il y a quelques semaines, 13 académies (clubs, écoles, centres de formation) algériennes pour le développement des jeunes talents, rappelle-t-on.

Les 13 académies ont été choisies après examen par l'instance footballistique mondiale de plusieurs dossiers fournis par les clubs des Ligues 1 et 2, via la Fédération algérienne de football (FAF). Ces clubs ont subi ensuite une enquête effectuée par Double Pass, avait annoncé la FAF.

L'entreprise belge, qui a déjà effectué 2300 analyses à travers le monde, possède une grande expérience à même d'aider les clubs algériens à améliorer leur programme de développement des jeunes talents.

"Désormais, Double Pass va se mettre en relation avec les académies retenues et informera la DTN/FAF en temps utile sur l'état d'avancement de ce projet", avait précisé la FAF dans un communiqué.

LIGUE 1 FRANÇAISE Abeid (FC Nantes) testé positif au Covid-19

Le milieu défensif international algérien du FC Nantes (Ligue 1 française de football) Mehdi Abeid (28 ans), a été testé positif au nouveau coronavirus (Covid-19) et placé à l'isolement, rapporte vendredi le quotidien sportif L'Equipe.

Après Marcus Coco, Randal Kolo Muani, Denis Petric, Jean-Charles Castellotto et Ludovic Blas, c'est au tour de Mehdi Abeid d'avoir été testé positif au Covid-19.

Le milieu algérien (28 ans, 13 sélections) a été aussitôt placé à l'isolement pour une durée de deux semaines minimum, comme le règlement le prévoit.

Il sera absent pour le match d'ouverture de la saison 2020-2021 prévu le samedi 22 août, en déplacement face aux Girondins de Bordeaux (16h00, algériennes).

Abeid, sacré champion d'Afrique 2019 avec les Verts en Egypte, s'est engagé avec le FC Nantes en 2019 pour un contrat qui court encore jusqu'en 2022.

Il était arrivé libre chez les Canaris, après la fin de son contrat avec Dijon FCO (Ligue 1/France).

Amrane nouvelle recrue estivale du CSC

L'attaquant du CA Batna, Fayek Amrane, s'est engagé jeudi pour un contrat de trois saisons avec le CS Constantine, a appris l'APS auprès du pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football.

Auteur de 8 buts en 24 matchs avec la formation batnéenne, Amrane, âgé de 23 ans, avait déjà évolué à l'US Chaouia, au MO Constantine et à l'AB Merouana.

Amrane rejoint ainsi les deux premières recrues estivales du CSC, le défenseur Ahmed Maâmeri (WA Boufarik) et le milieu de terrain Mohamed Amine Baghdaoui (ASM Oran), qui se sont également engagés pour trois ans.

Outre l'opération de recrutement, la formation de l'Est a enregistré au cours de la semaine la désignation de Yazid Laâla à la tête du Conseil d'administration.

Ce cadre dirigeant au sein de l'Entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP), actionnaire majoritaire, succède à Saïd Naouri.

Pour rappel, le CSC a enregistré le retour de l'entraîneur Abdelkader Amrani qui s'est engagé pour un contrat de deux ans.

Amrani (64 ans) revient ainsi sur le banc du CSC, deux ans après l'avoir mené au titre de champion au terme de la saison 2017-2018.

Puis il a dirigé la barre technique du CR Belouizdad, avec lequel il a remporté la Coupe d'Algérie 2018-2019 et le club marocain du Difaâ Hassani El-Jadida.

Son aventure avec la formation marocaine, qui devait s'étaler sur une période de six mois renouvelable, a pris fin en mai dernier après la décision de la direction de résilier son contrat à l'amiable en raison des répercussions de la crise sanitaire de nouveau coronavirus (Covid-19).

Le CSC a bouclé la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison de la pandémie de Covid-19, à la 5e place au classement avec 34 points, à six joueurs du CR Belouizdad, déclaré "à titre exceptionnel" champion d'Algérie.

LIGUE 1 - USM ALGER Le recrutement de Guendouz (AS Saint-Etienne) "en bonne voie", assure Anthar Yahia

Le nouveau directeur sportif de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football) Anthar Yahia, a déclaré vendredi que le recrutement du gardien de but remplaçant de l'AS Saint-Etienne (Ligue 1/France) Alexis Guendouz (24 ans) était sur la bonne voie.

"L'engagement de Guendouz est sur la bonne voie. Nous sommes en discussions avec l'AS Saint-Etienne, ça ne saurait tarder pour faire concrétiser le transfert", a indiqué Anthar Yahia sur les ondes de la radio nationale.

Anthar Yahia, a pu rallier Alger dimanche dernier à bord d'un vol de rapatriement d'Algériens bloqués en France.

L'ancien capitaine de l'équipe nationale est confiné actuellement dans un hôtel de la capitale, dans le cadre des mesures sanitaires contre le coronavirus (Covid-19).

Interrogé sur le milieu défensif Tahar Benkhelifa, dont le prêt d'une saison en provenance du Paradou AC a pris fin, Anthar Yahia a assuré qu'il tenait toujours aux services de cet élément, convoité également par le MC Alger.

"A l'instar de Guendouz, nous sommes également sur le point de boucler le dossier Benkhelifa.

Je l'ai eu hier au téléphone, c'est un joueur de qualité, à qui on tiens énormément", a-t-il ajouté. Tout en s'abstenant



à dévoiler les noms des autres éventuelles recrues estivales du club algérois, Anthar Yahia, a estimé que l'objectif "est d'instaurer une concurrence loyale, tout en établissant une certaine hiérarchie que tout le monde doit respecter.

Nous allons créer une homogénéité dans l'effectif, en engageant des joueurs selon les besoins définis par le staff

technique". Enfin, l'ancien manager général de l'US Orléans (Ligue 2/ France) de 38 ans, a regretté le "manque de visibilité, par rapport à l'absence d'une date fixant le début de la nouvelle saison 2020-2021. "C'est assez compliqué de ne pas avoir une visibilité par rapport au début de la rochaine saison.

Nous sommes dans le flou,

du moment que nous n'avons pas pu encore entamer notre programme de préparation qui va s'étaler sur 8 semaines", a-t-il conclu. La période des transferts d'été s'est ouverte officiellement mercredi 5 août et s'étalera jusqu'au 27 octobre.

Le coup d'envoi de la saison 2020-2021 n'a pas encore été fixé par la fédération algérienne (FAF)

CHAMPIONNAT DU QATAR

Muet durant huit matchs, Bounedjah retrouve le chemin des filets

L'attaquant international algérien Baghdad Bounedjah a retrouvé le chemin des filets, en inscrivant le but de la victoire d'Al-Sadd face au Qatar SC (1-0), jeudi lors du match avancé de la 21e journée du Championnat Qatari de football.

Le but de Bounedjah était celui de la délivrance, puisqu'il a été marqué dans le temps additionnel (90+8').

L'avant-centre algérien a trompé tout le monde suite à un corner, en reprenant

victorieusement de la tête. Ainsi, cette réalisation qui est intervenue après plusieurs tentatives, a mis fin à une disette de huit matchs (685 minutes) sans inscrire le moindre but en championnat, sa plus longue période de disette depuis qu'il a rejoint le club en 2016.

Le but a aussi offert à Al-Sadd trois précieux points lui permettant de rester en cours pour un nouveau sacre.

Aussi, Baghdad Bounedjah a rejoint

son coéquipier d'Al-Rayyan, Yacine Brahimi à la deuxième place du classement des buteurs avec 13 buts chacun, à un but seulement du buteur Akram Afif (Al-Sadd).

La 4e et 5e place au classement des buteurs du Championnat du Qatar (2019-2020) sont occupées également par les Algériens, Mohamed Benyettou (Al-Wakra) et Sofiane Hanni (Al-Gharafa) avec 11 réalisations chacun.

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE (BORUSSIA MONCHENGLADBACH)

Bensebaini 4e au classement du meilleur joueur du club

Le défenseur international algérien Ramy Bensebaini, a terminé à la 4e au classement des meilleurs joueurs du Borussia Monchengladbach, lors de la saison 2019-2020, rapporte vendredi le site Topmer-

cato.com. Bensebaini a obtenu (7,9%) des voix, derrière la Français Marcus Thuram, élu meilleur joueur avec 43,7%, Yann Sommer (26,5%) et Denis Zakaria (12,9%). Acheté durant l'été 2019 par le club allemand

pour un contrat de quatre années en provenance du Stade Rennais (Ligue 1/ France), le champion d'Afrique algérien a réussi pour sa première saison à s'imposer dans son compartiment de forte belle ma-

nière. Pour un premier exercice réussi de l'autre côté du Rhin, Bensebaini (25 ans) a été crédité de belles prestations durant la saison, avec à la clé 5 buts en 26 matchs, toutes compétitions confondues.

CHAMPIONNAT SAOUDIEN

Belaïli attendu vendredi à Djeddah

L'ailier international algérien du Ahly Djeddah (Div.1 saoudienne de football) Youcef Belaïli, est attendu vendredi à Djeddah, où il sera transporté par un jet privé pour pouvoir disputer les rencontres restantes de la compétition, rapporte la presse locale.

Selon le journal saoudien "Al-Watan", la direction du Ahly a effectué toutes les démarches pour rapatrier le champion d'Afrique algérien, en lui réservant un jet privé.

La formation saoudienne est dans l'attente de l'accord des autorités algériennes afin de faciliter le retour du joueur à Djeddah, et lui permettre de rejoindre ses coéquipiers, afin de disputer

la suite de la compétition, dont la reprise a été effectuée le mardi 4 août.

En attendant, un programme spécial de préparation avait été soumis à Belaïli (28 ans), pour pouvoir reprendre la compétition dans la mesure où il s'était contenté de s'entraîner en solo chez lui à Oran, pendant toute la période de plus de cinq mois.

Dès son retour en Arabie saoudite,



Youcef Belaïli observera un confinement de 14 jours et subira les contrôles médicaux d'usage.

LA JUVE PENSE À DZEKO

Selon la Gazzetta dello Sport, la Juventus Turin penserait à un nouveau numéro 9. Depuis son retour à Turin, Andréa Pirlo fait le ménage. Et Gonzalo Higuaín ne semble pas faire parti des plans du nouveau coach bianconeri pour la saison prochaine. La piste Edin Dzeko a été évoquée, mais l'attaquant de 34 ans est lié à la Roma jusqu'en juin 2022.



STEPHAN LICHTSTEINER PREND SA RETRAITE

À 36 ans, le Suisse Stephan Lichtsteiner a annoncé sa retraite sur les réseaux sociaux.

Il était sans contrat depuis son expérience cette saison à Augsbourg en Allemagne, où il a joué une vingtaine de matchs. Stephan Lichtsteiner, ancien Lilleois (2005-2008), a décidé de raccrocher les crampons et a annoncé sa décision sur les réseaux sociaux ce mercredi après-midi. Formé par le Grasshopper Zurich, le défenseur droit a ensuite passé dix ans en Italie, à la Lazio (2008-2011) puis à la Juve (259 rencontres jouées entre 2011 et 2018). Avec les Bianconeri, il remporte sept Scudetti avant de rejoindre, libre, les Gunners d'Arsenal avec lesquels il est finaliste de la Ligue Europa 2018-2019 (défaite 4-1 contre Chelsea). Avec la sélection helvétique, Stephan Lichtsteiner a joué 108 matchs et a marqué 8 buts.

RIBÉRY FAIT L'UNANIMITÉ À FLORENCE

Au terme de sa première saison avec la Fiorentina, Franck Ribéry a été élu, du haut de ses 37 ans, meilleur joueur du club.

Débarqué en début de saison à Florence telle une rock star, Franck Ribéry a apporté son talent et son expérience à la formation toscane qui a terminé 9e de Serie A. Et son rendement n'a fait qu'accroître l'adulation des tifosi de la Viola pour l'ancien Marseillais. A tel point que le Français a été plébiscité pour le titre de joueur de la saison ce lundi.

Une distinction honorifique mais ô combien importante pour « Francky » qui a remercié les supporters via son compte Twitter, en italien: « Quel honneur ! Je remercie tous les supporters d'avoir voté pour moi comme joueur de la saison. Merci pour votre support à l'Artemio-Franchi (le stade de la Fiorentina; Ndlr) et depuis chez vous. Merci pour tout. Cela signifie vraiment beaucoup pour moi ».

LUCAS VAZQUEZ VERS NAPLES

Lucas Vazquez, bien que très apprécié par Zidane, pourrait plier bagage cet été. Naples est une destination envisagée pour le madrilène. Et si c'était vraiment la fin pour Lucas Vazquez ? On n'a en tout cas jamais été aussi proche d'un départ pour le Canterano qui fait partie de l'équipe première du Real Madrid depuis maintenant cinq années. Il ne lui reste qu'une seule année de contrat et les dirigeants, qui ne souhaitent pas le prolonger, sont disposés à s'en séparer cet été et à faciliter son départ. D'après les informations de Roberto Gomez, journaliste Onda Cero et collaborateur sur Radio Marca, l'Espagnol pourrait prochainement s'engager avec le Napoli. Le club italien a identifié le joueur du Real comme le successeur idéal de Callejon, qui pourrait faire le chemin inverse et rejoindre Getafe.



REAL MADRID : ZIDANE POURRAIT PARTIR

Le Real Madrid pourrait être discret sur le marché des transferts alors que Zidane demande de nombreux renforts... Zidane a déjà été très affecté par le fait que certaines promesses n'aient pas été tenues l'été dernier. Il avait accepté de revenir sur le banc du Real Madrid en échange de garanties notamment au niveau des recrues, mais il n'a pas eu la moitié des renforts demandés. Et il pourrait bien en être de même cet été. Zidane demande des transferts de premier ordre pendant que les dirigeants de la formation espagnole passent leur temps à dire qu'ils ne feront aucun transfert d'envergure. Une situation qui pourrait pousser le technicien français à claquer la porte ?

Milik finalement vers l'Atlético Madrid ?

Promis à la Juventus, avec qui il aurait un accord, le Polonais pourrait également se diriger vers l'Espagne.

Selon Tuttosport, il est difficile de savoir de quoi l'avenir d'Arkadiusz Milik sera fait. Si son départ de Naples ne fait pas trop de doute, d'autant qu'il aurait refusé une prolongation du club alors que son bail se termine en 2021, le buteur hésiterait entre la Juventus et l'Atlético Madrid. D'accord avec le club italien, le Polonais de 26 ans aurait donné verbalement son accord aux Calchoneros pour un transfert estimé à 25 millions d'euros. Les prochaines semaines devraient dévoiler dans quel club Arkadiusz Milik poursuivra sa carrière. En attendant, le joueur reste sur une saison à 11 buts en 26 rencontres de Serie A.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

RENCONTRE GOUVERNEMENT-WALIS

M. Djerad appelle au dialogue avec les citoyens avant d'imposer toute idée dans la résolution des questions

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a appelé, jeudi à Alger, les walis à l'impérative ouverture d'un dialogue avec les citoyens "avant d'imposer toute idée dans la résolution des questions soulevées sur le terrain".

S'adressant aux walis à l'issue de leur rencontre avec le Gouvernement, le Premier ministre a déclaré: "Il est impératif d'ouvrir un dialogue avec les citoyens dans toutes les régions du pays, avant d'imposer vos idées dans la résolution des questions soulevées sur le terrain", plaidant pour "l'assimilation et la prise en charge des problèmes et des préoccupations des citoyens, dans le cadre de la démocratie participative". Il a mis l'accent, dans ce sens, sur l'importance de la commu-



nication notamment avec les citoyens des zones d'ombre afin de prendre connaissance de leurs préoccupations et leurs priorités. Concernant la prévention contre les feux de forêts, M. Djerad a relevé l'impérative mobilisation de tous les moyens afin de préserver les ressources forestières du pays, appelant les membres du Gouvernement qui n'ont pas pu intervenir lors de cette rencontre à "présenter un résumé sur leur plan d'action dans le rapport final".

Djerad : "vers le renouvellement du cadre éthique applicable aux agents publics pour la prévention des conflits d'intérêts"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a annoncé, jeudi à Alger, le renouvellement prochain du cadre éthique applicable à l'ensemble des agents publics pour "la prévention des conflits d'intérêts". Dans une allocution au terme des travaux de la Rencontre Gouvernement-walis, M. Djerad a précisé que le Gouvernement "procèdera dans les prochains jours au renouvellement du cadre éthique applicable à l'ensemble des agents publics, cadres et fonctionnaires de l'Etat, pour prévenir les conflits d'intérêts", soulignant que la charte en vigueur dans l'Administration et les entreprises publiques visait la "moralisation des relations" dans ces milieux. Mettant l'accent sur l'impérative "moralisation de la vie politique", le Premier ministre a exhorté les ministres et les walis à "combattre toutes les formes de corruption et les corrupteurs, qui sapent les efforts actuels". A ce propos, il a af-

firmé que la lutte contre la corruption, sous toutes ses formes, et la bonne gestion des deniers publics étaient de nature à "renforcer la confiance entre le citoyen et l'Etat". Plaidant pour une "rupture totale" avec "les pratiques des anciens gouvernements" qui ont conduit, a-t-il dit, à des "dérives graves et inacceptables", M. Djerad a insisté sur la rationalisation des dépenses et la rigueur dans la gouvernance des affaires de l'Etat.

firmé que la lutte contre la corruption, sous toutes ses formes, et la bonne gestion des deniers publics étaient de nature à "renforcer la confiance entre le citoyen et l'Etat". Plaidant pour une "rupture totale" avec "les pratiques des anciens gouvernements" qui ont conduit, a-t-il dit, à des "dérives graves et inacceptables", M. Djerad a insisté sur la rationalisation des dépenses et la rigueur dans la gouvernance des affaires de l'Etat.

JUSTICE

Le mouvement dans le corps des magistrats "vise à donner un nouveau souffle à l'action judiciaire" (présidente du Conseil d'Etat)

Le mouvement opéré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le corps des magistrats, a pour objectif "de donner un nouveau souffle à l'action judiciaire et améliorer le service public au sein de la justice", a souligné jeudi à Bouira la présidente du Conseil d'Etat, Mme Farida Benyahia.

S'exprimant lors de la cérémonie de l'installation de la nouvelle présidente de la Cour de justice de Bouira, Mme Zelabdi Houria, et le nouveau procureur général M. Djaâd Cherif, désignés dans le cadre du mouvement décidé par le président de la République, la

présidente du Conseil d'Etat, a mis l'accent sur l'importance que revêtent ces changements dans la promotion et le développement de l'activité judiciaire. "Ce mouvement opéré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a pour objectif de donner un nouveau souffle au travail judiciaire et l'amélioration du service public au sein de la justice et il intervient aussi dans le cadre de la mise en application de ses engagements à instaurer une justice efficace et impartiale et ce en réponse aux ambitions légitimes des citoyens", a souligné Mme Benyahia dans son allocution.



La présidente du Conseil d'Etat a saisi cette occasion pour réitérer l'un des principaux objectifs tracés par les hautes autorités du

pays à savoir celui "d'instaurer une justice indépendante pour être au diapason des nouveaux défis auxquels est confrontée la justice, notamment en ces circonstances sensibles que connaît l'Algérie et qui nécessitent la mobilisation de toutes les énergies humaines". Dans un message lu par sa représentante, le ministre de la Justice et Garde des Sceaux, M. Belkacem Zeghmati, a appelé les différentes parties du secteur à fournir davantage de sacrifices pour instaurer le respect de la loi et son application avec rigueur et impartialité.

ANP - SORTIE DE PROMOTIONS

Sortie de 5 promotions à l'école supérieure de l'administration militaire ESAM d'Oran

Le directeur central de l'intendance au ministère de la Défense nationale (MDN), le général Bousseldja Hadj a présidé, jeudi soir à Oran, la cérémonie de sortie de cinq promotions de l'année scolaire 2019-2020 à l'Ecole supérieure de l'administration militaire "moudjahid défunt Hadj Moussa Akhamokh" relevant de la 2^e Région militaire.

Les promotions sortantes baptisées au nom du chahid Benkhettab Abdelkader sont la 7^{ie} promotion des cours de perfectionnement des officiers, la 4^e promotion de master du système licence-master-doctorat (LMD), la 9^e promotion des cours de spécialité en administration militaire, la

17^e promotion de session de formation spéciale et la 10^e promotion des élèves officiers actifs en système LMD.

La cérémonie de sortie, à laquelle ont assisté des hauts officiers et des membres de la famille du chahid, a débuté par l'inspection des formations diplômées par le directeur central de l'intendance au MDN le général Bousseldja Hadj.

Dans une allocution prononcée à l'occasion, le commandant de l'ESAM, le général Gharbi Ahmed a mis en exergue les grands axes de formation et les connaissances militaires et pratiques reçues par les formés par des instructeurs spécialisés et enseignants compétents leur permettant d'assu-

mer leur noble mission avec professionnalisme.

Le commandant de l'Ecole supérieure de l'administration militaire a, au passage, salué la discipline et la persévérance des stagiaires des pays amis et frères.

Après la prestation du serment par les diplômés et la remise des grades aux majors de promotions, le général Bousseldja Hadj a donné son accord pour la baptisation de cette promotion au nom du chahid Benkhettab Abdelkader et la cérémonie a été ponctuée par des parades militaires des diplômés.

En marge de la cérémonie de sortie, des thèses de master et de fin de formation en

licence ont été présentés. Un officier stagiaire et un autre ont donné un aperçu succinct du mémoire au directeur central de l'intendance au ministère de la Défense nationale, le général Bousseldja Hadj, qui a ensuite honoré, en compagnie du commandant de l'ESAM, la famille du chahid Benkhettab.

Né en 1895 à Sidi Belattar (Mostaganem), Abdelkader Benkhettab a rejoint les rangs de l'organisation civile du Front de libération nationale (FLN) en 1956 et participa à plusieurs batailles contre le colonisateur français. Il fut arrêté puis exécuté par balles en compagnie d'autres compagnons le 8 août 1957.

ARMÉE-RETRAITÉS Rencontre cette semaine entre le MDN et les représentants des retraités de l'ANP

Une rencontre périodique entre les services du ministère de la Défense nationale (MDN) et les diverses franges et catégories représentants les retraités de l'Armée nationale populaire (ANP) ainsi qu'avec les blessés et les invalides, se tiendra au courant de la semaine prochaine afin d'étudier leurs préoccupations médico-sociales et trouver des solutions pour chaque catégorie, indique vendredi le MDN dans un communiqué.

"Dans le sillage des rencontres périodiques organisées par les services compétents du MDN avec les diverses franges et catégories représentants les retraités de l'ANP ainsi qu'avec les blessés et les invalides, afin d'étudier leurs préoccupations médico-sociales et trouver des solutions pour chaque catégorie, le MDN tient à informer qu'une rencontre est prévue au courant de la semaine prochaine au Cercle national de l'Armée où seront présents les représentants de toutes les catégories sus-citées, qui seront invités conformément aux modalités en vigueur", précise la même source. "Ces démarches viennent en concrétisation des orientations du Haut Commandement de l'ANP qui veille toujours à la parfaite prise en charge des préoccupations sociales des enfants de l'ANP qui ont achevé leurs années de service dans les rangs", conclut le communiqué.